



KPMG Audit
1, cours Valmy
92923 Paris La Défense Cedex
France



MAZARS & GUERARD
Exaltis
61 rue Henri Regnault
92 400 Courbevoie
France

STEF-TFE

Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Exercice clos le 31 décembre 2006

STEF-TFE
Société Anonyme
93 boulevard Malesherbes – 75008 Paris
RCS Paris B 999 990 005

STEF-TFE

Comptes Consolidés

Exercice clos le

31 décembre 2006

Rapport des Commissaires aux Comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société STEF-TFE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2006, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

I - Opinion sur les comptes consolidés

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en oeuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

II - Justification des appréciations

En application des dispositions de l'article L.823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

- Le groupe a comptabilisé l'acquisition en 2006 de la société Cryologic et de ses filiales selon les modalités décrites en notes 2.2 aux états financiers, et constaté en résultat un écart d'acquisition négatif de 8 609 milliers d'euros. Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté à procéder à l'appréciation du caractère raisonnable des approches sous-tendant cette comptabilisation, décrites en note 3.4 aux états financiers.

STEF-TFE

Comptes Consolidés

Exercice clos le

31 décembre 2006

- Le groupe procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 2.6 aux états financiers. Par ailleurs, comme indiqué en note 4.10, le groupe a constaté en 2006 une dépréciation sur des logiciels pour un montant de 7 381 milliers d'euros. Nous avons examiné les modalités de mise en œuvre de ces tests de dépréciation ainsi que les prévisions de flux de trésorerie et hypothèses utilisées et nous avons vérifié que les notes 4.9 et 4.10 donnent une information appropriée.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

III – Vérification spécifique

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations relatives au groupe données dans le rapport de gestion. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Les Commissaires aux Comptes

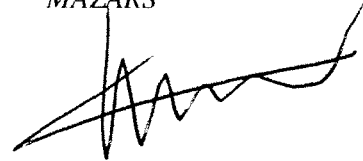
Fait à Paris La Défense et Courbevoie, le 3 mai 2007

KPMG Audit
Département de KPMG S.A.



Dominique Stiegler
Associé

MAZARS & GUERARD
MAZARS



Xavier Charton
Associé

STEF – TFE

Comptes consolidés
Exercice 2006

STEF – TFE

Comptes consolidés

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDÉ

(En milliers d'euros)

	note	Exercice 2006	Exercice 2005	Evolution 2006/2005
Chiffre d'affaires	4.1	1 718 360	1 527 162	12,52%
Autres produits de l'activité		7 669	11 407	
Total des produits de l'activité		1 726 029	1 538 569	12,18%
Consommation en provenance des tiers	4.2	-1 018 697	-901 373	13,02%
Impôts, taxes et versements assimilés		-42 849	-33 044	29,67%
Charges de personnel	4.3	-543 575	-494 365	9,95%
Dotations aux amortissements		-65 667	-53 300	23,20%
(Dotations) Reprises nettes sur dépréciations et provisions	4.4	3 574	2 531	
Autres produits et charges opérationnels	4.5	12 838	3 382	
Bénéfice opérationnel		71 653	62 400	14,83%
Produits financiers	4.6	1 659	1 457	
Coût de l'endettement financier brut	4.6	-13 512	-11 158	
Autres charges financières	4.6	-1 388	1 424	
Résultat avant impôt		58 412	54 123	7,92%
Charges d'impôt	4.7	-13 436	-13 819	-2,77%
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence	4.13	555	-142	
Résultat		45 531	40 162	13,37%
* dont part attribuable aux actionnaires de STEF-TFE		38 777	34 663	11,87%
* dont part attribuable aux intérêts minoritaires		6 754	5 499	
EBITDA :	4.8	132 476	113 169	17,06%
Résultat par action	4.19	(en euros)	(en euros)	
- non dilué		2,89	2,60	
- dilué		2,84	2,56	

STEF – TFE

Comptes consolidés

BILAN CONSOLIDE

(En milliers d'euros)

ACTIF	note	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Actif non courant			
Ecarts d'acquisition	4.9	82 284	80 562
Autres immobilisations incorporelles	4.10	21 180	28 032
Immobilisations corporelles	4.11	530 333	477 621
Actifs financiers non courants	4.12	10 490	17 039
Titres mis en équivalence	4.13	15 462	14 620
Actifs d'impôt différé	4.14	2 402	2 808
Total de l'Actif non courant		662 151	620 682
Actif courant			
Stocks et en cours	4.15	13 871	15 023
Clients	4.16	278 264	291 815
Autres créances et actifs financiers courants		136 795	90 620
Trésorerie et équivalents de trésorerie (a)	4.17	45 262	37 229
Actifs non courant détenus en vue de la vente		32 170	
Total de l'actif courant		506 362	434 687
Total de l'actif		1 168 513	1 055 369
PASSIF			
Capitaux propres			
Capital	4.18	13 624	13 538
Primes d'émission ou d'apport		12 519	12 329
Réserves		205 694	176 832
Capitaux propres attribuables aux actionnaires de STEF-TFE		231 837	202 699
Intérêts minoritaires		47 192	40 201
Total des Capitaux propres		279 029	242 900
Passif non courant			
Provisions non courantes	4.22	12 589	11 898
Passifs d'impôts différés	4.14	48 534	44 954
Dettes financières non courantes (b)	4.20	250 692	240 374
Total du passif non courant		311 815	297 226
Passif courant			
Dettes fournisseurs		231 313	205 191
Provisions courantes	4.22	15 676	9 692
Autres dettes courantes		226 272	215 795
Dettes d'impôt courant		2 066	1 766
Dettes financières courantes (c)	4.20	94 903	82 799
Passifs directement associés aux actifs non courant détenus en vue de la vente		7 439	
Total Passif Courant		577 669	515 243
Total du passif		1 168 513	1 055 369

Endettement net (b) + (c) - (a) 300 333 285 944

Ratio Endettement net / Total des capitaux propres 1,08 1,18

STEF – TFE

Comptes consolidés

VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

(En milliers d'euros)

	Capital	primes	Réserves consolidées	Réserves de conversion	Actions propres	Résultat de l'exercice	Total	Intérêts minoritaires	Total Capitaux propres
Capitaux propres au 31 décembre 2004	13 376	10 820	132 733	(296)	(2 198)	24 499	178 934	36 956	215 890
Incidence de la première application de la norme IAS 39 (net d'impôts)			(3 514)				(3 514)	(290)	(3 804)
Capitaux propres au 1er janvier 2005	13 376	10 820	129 219	(296)	(2 198)	24 499	175 420	36 666	212 086
Augmentation de Capital	163	1 509					1 672		1 672
Distribution de dividendes						(9 094)	(9 094)	(173)	(9 267)
Rachat d'actions propres					(162)		(162)		(162)
Variation de réserves de juste valeur			79				79	232	311
Ecart de conversion				76			76		76
Variation de périmètre							0	(2 023)	(2 023)
Paiements fondés sur des actions			45				45		45
Résultat de l'exercice						34 663	34 663	5 499	40 162
Capitaux propres au 31 décembre 2005	13 539	12 329	129 343	(220)	(2 360)	50 068	202 699	40 201	242 900
Augmentation de Capital	86	104					190		190
Distribution de dividendes						(10 144)	(10 144)	(137)	(10 281)
Rachat d'actions propres					314		314		314
Variation de réserves de juste valeur			58				58	134	192
Ecart de conversion			(49)	(53)			(102)		(102)
Variation de périmètre							-	240	240
Paiements fondés sur des actions			45				45		45
Résultat de l'exercice						38 777	38 777	6 754	45 531
Capitaux propres au 31 décembre 2006	13 625	12 433	129 397	(273)	(2 046)	78 701	231 837	47 192	279 029

Etat des produits et des charges comptabilisés sur la période	2006	2005
Directement en capitaux propres :		
- instruments financiers	58	(3 435)
Résultat de la période	38 777	34 663
Total :	38 835	31 228

STEF – TFE

Comptes consolidés

TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

(En milliers d'euros)

	31-déc-06	31-déc-05
Résultat net consolidé	45 531	40 162
+/- Dotations nettes aux amortissements et provisions (à l'exclusion de celles liées à l'actif circulant)	66 030	50 769
+/- Plus ou moins values de cession	(3 030)	(4 546)
+/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	555	(142)
+/- Variation en juste valeur des instruments financiers	293	(569)
+/- Autres produits et charges calculés	(8 609)	
+/- Coûts de paiement fondés sur des actions	45	45
- Provision d'impôts différés	(3 512)	(233)
Capacité d'autofinancement (A)	97 303	85 486
+/- Variation du BFR lié à l'activité (B)	2 874	(16 565)
Flux net de trésorerie généré par l'activité (C) = (A) + (B)	100 177	68 921
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations incorporelles	(3 173)	(7 575)
- Décaissements liés aux acquisitions d'immobilisations corporelles	(87 022)	(97 881)
+/- Variation des prêts et avances consentis	5 810	(2 059)
- Décaissements et encaissements liés aux acquisitions et cessions de filiales nets de la trésorerie acquise	(30 186)	(11 971)
+ Encaissements liés aux cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	7 778	7 650
+ Dividendes reçus	473	452
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement (D)	(106 320)	(111 384)
+/- Rachats et ventes d'actions propres	(314)	(162)
+ Sommes reçues des actionnaires lors d'augmentations de capital	190	1 671
- Dividendes mis en paiement au cours de l'exercice	(10 144)	(9 094)
- Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées	(137)	(173)
+ Encaissements liés aux nouveaux emprunts	30 095	106 289
- Remboursements d'emprunts (y compris contrats de location financement)	(31 498)	(85 172)
+/- Autres flux liés aux opérations de financement	3 572	988
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement (E)	(8 236)	14 347
+/- Incidence des variations des cours des devises (F)		
Trésorerie nette à l'ouverture	(7 490)	20 626
Trésorerie nette à la clôture	(21 869)	(7 490)
= VARIATION DE LA TRÉSORERIE NETTE (C+D+E+F)	(14 379)	(28 116)
(A) Montant de l'impôt versé dans l'exercice :	(13 356)	(22 416)

Les trésoreries nettes ci-dessus s'analysent comme suit :

Les trésoreries nettes ci-dessus s'analysent comme suit :	31-déc-06	31-déc-05
Actifs courants de trésorerie et équivalents (note 4.17)	45 262	37 229
Découverts bancaires et passifs courants de trésorerie (note 4.20)	(67 131)	(44 719)
	(21 869)	(7 490)

Sommaire

1	Référentiel Comptable.....	8
2	Principes comptables.....	9
2.1	Règles et modalités de consolidation.....	9
2.2	Ecart d'acquisition.....	9
2.3	Autres immobilisations incorporelles.....	10
2.4	Immobilisations corporelles.....	10
2.5	Actifs financiers non dérivés.....	10
2.6	Dépréciation des immobilisations.....	11
2.7	Stocks.....	11
2.8	Actifs non courant détenus en vue de la vente.....	11
2.9	Impôt sur les bénéfices.....	11
2.10	Indemnités de fin de carrière et médailles du travail.....	12
2.11	Passifs financiers non dérivés.....	12
2.12	Instruments dérivés.....	12
2.13	Provisions.....	13
2.14	Actions propres.....	13
2.15	Paiements en actions.....	13
2.16	Contrats de location.....	13
2.17	Conversion monétaire.....	14
2.18	Produits de l'activité.....	14
2.19	Information sectorielle.....	14
2.20	Options en matière de présentation.....	14
2.21	Nouvelles normes et interprétations non applicables.....	14
2.22	Indicateurs non comptables.....	15
3	Périmètre de consolidation.....	16
3.1	Liste des sociétés comprises dans le périmètre.....	16
3.2	Changements intervenus en 2006.....	20
3.2.1	Acquisitions, créations, cessions.....	20
3.2.2	Opérations internes.....	20
3.3	Changements intervenus en 2005.....	21
3.3.1	Acquisitions, créations cessions.....	21
3.3.2	Opérations internes.....	21
3.4	Acquisition du groupe Cryologic.....	22
4	Informations sur les comptes.....	23
4.1	Information sectorielle.....	23
4.2	Consommations en provenance des tiers.....	25
4.3	Charges de personnel.....	25
4.4	Dotations (reprises) nettes aux dépréciations et provisions.....	25
4.5	Autres produits et charges opérationnels.....	26
4.6	Charges financières nettes.....	26
4.7	Charge d'impôt sur les bénéfices.....	27
4.8	EBITDA.....	27
4.9	Ecart d'acquisition.....	28
4.10	Immobilisations incorporelles.....	29
4.11	Immobilisations corporelles.....	30
4.12	Actifs financiers non courants.....	31

4.13	Participations mises en équivalence	31
4.14	Actifs et passifs d'impôt différé	32
4.15	Stocks.....	33
4.16	Clients.....	33
4.17	Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	33
4.18	Capitaux propres.....	33
4.19	Résultat par action	34
4.20	Dettes financières	35
4.21	Avantages au personnel	36
4.22	Provisions	37
4.23	Options sur actions	38
4.24	Risques financiers.....	39
4.25	Engagements divers.....	40
4.26	Engagements hors bilan.....	40
4.27	Locations simples	40
4.28	Opérations avec des parties liées	40
4.29	Passifs potentiels et actifs potentiels.....	41
4.30	Contrat de délégation de service public.....	41
4.31	Evénements postérieurs à la clôture	42

STEF – TFE

ANNEXE AUX COMPTES CONSOLIDÉS EXERCICE 2006

La société STEF-TFE et ses filiales (ci-après STEF-TFE ou le Groupe) ont pour principales activités le transport routier et la logistique sous températures contrôlées ainsi que le transport maritime.

Le siège de la société est situé à Paris et ses actions sont inscrites au compartiment B de Euronext Paris.

1 Référentiel Comptable

Les états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2006 de la société STEF-TFE sont établis conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union européenne. Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les états financiers consolidés sont préparés selon le principe du coût historique. Toutefois, la juste valeur est utilisée pour évaluer au bilan les instruments financiers dérivés.

La préparation des états financiers selon les normes IAS/IFRS, requiert de la part de la Direction la prise en compte d'estimations et d'hypothèses pour la détermination des montants comptabilisés de certains actifs, passifs produits et charges ainsi que de certaines informations données en notes annexes. Les estimations et hypothèses retenues sont celles que la Direction considère comme étant les plus pertinentes et réalisables compte tenu de l'environnement du Groupe et des retours d'expérience disponibles. Compte tenu du caractère incertain inhérent à ces estimations les montants définitifs peuvent se révéler différents de ceux initialement estimés. Pour limiter ces incertitudes, les estimations et hypothèses font l'objet de revues périodiques, les modifications apportées sont immédiatement comptabilisées. L'utilisation d'estimations et hypothèses revêt une importance particulière sur les thèmes suivants :

- ✚ détermination des durées d'utilisation des immobilisations
- ✚ détermination de la valeur recouvrable des actifs non financiers à long terme (notes 4.9 et 4.10)
- ✚ mise en œuvre de la norme IAS 17 sur les contrats de location (note 2.16)
- ✚ la juste valeur des actifs et passifs identifiables acquis dans le cadre de regroupements d'entreprises (note 3.4)

L'ensemble des nouvelles normes, interprétations ou amendements publiés par l'IASB et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2006 a été appliqué.

Les normes applicables à compter de l'exercice 2006 et intéressant le Groupe sont les suivantes :

- ✚ IAS 19 Avantages au personnel : le Groupe a décidé de ne pas opter au 31 décembre 2006 pour une reconnaissance des écarts actuariels sur les avantages postérieurs à l'emploi en capitaux propres.
- ✚ Amendement à IAS 39 l'option juste valeur : le groupe a décidé de ne pas appliquer cette option.
- ✚ IFRIC 4 Déterminer si un accord contient un contrat de location sous jacent: Le Groupe a examiné l'incidence qu'aurait pu avoir cette interprétation, il en a conclu que ces nouvelles dispositions étaient sans effet sur les comptes 2006.

Les nouvelles normes et interprétations adoptées par l'Union européenne et qui seront obligatoires en 2007 et postérieurement n'ont pas fait l'objet d'une application anticipée au 31 décembre 2006 (note 2.21).

Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration de la société réuni le 3 avril 2007. Sauf indication contraire, les états financiers consolidés sont présentés en euro, arrondi au millier le plus proche.

2 Principes comptables

Les méthodes comptables présentées ci-après ont été appliquées de manière constante à l'ensemble des exercices présentés dans les états financiers.

2.1 Règles et modalités de consolidation

Filiales

Les comptes des entités contrôlées sont consolidés suivant la méthode de l'intégration globale. Le contrôle sur une entité est acquis lorsque STEF-TFE dispose, d'une manière directe ou indirecte, du droit de prendre les décisions d'ordre opérationnel et financier sur une entité, de manière à bénéficier de ses activités. Le contrôle est présumé lorsque le Groupe détient directement ou indirectement plus de 50% des droits de vote d'une entité. L'appréciation de l'existence du contrôle se fonde non seulement sur les droits de vote dont dispose le Groupe mais également sur ceux susceptibles d'être obtenus grâce à l'exercice d'options, si ces options sont immédiatement exerçables. L'intégration des comptes d'une entité débute à la date de prise de contrôle et prend fin lorsque celui-ci cesse.

Entreprises associées

La mise en équivalence est appliquée aux titres des entités dans lesquelles le Groupe dispose d'une influence notable sans pouvoir en exercer le contrôle. L'influence notable est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'au moins 20 % des droits de vote. La mise en équivalence débute lorsque l'influence notable est obtenue et cesse lorsqu'elle disparaît.

Élimination des opérations et résultats intragroupe

Les créances, dettes et transactions entre filiales sont intégralement éliminées. Les profits internes réalisés à l'occasion de cessions d'actifs sont également éliminés de même que les pertes internes, sauf si celles-ci sont indicatives de pertes de valeur.

Les profits et pertes internes entre le Groupe et les entreprises associées sont éliminés en proportion de la participation du Groupe dans ces entreprises.

2.2 Ecarts d'acquisition

Les acquisitions de filiales et de participations dans des entreprises associées sont comptabilisées selon la méthode de l'acquisition.

Les écarts d'acquisition provenant d'acquisitions postérieures au 1er janvier 2004 sont égaux à la différence existant à la date d'acquisition entre le coût d'acquisition et la part acquise dans la juste valeur des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables. Cette différence est inscrite, si elle est positive, au poste « Ecart d'acquisition ». Lorsqu'elle est négative, elle est immédiatement reconnue au compte de résultat, à la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ». Les écarts d'acquisition relatifs à des participations dans des entreprises dont les titres sont consolidés par mise équivalence sont inclus dans la valeur comptable des participations.

Les écarts d'acquisition inscrits au bilan proviennent principalement de la prise de contrôle en 1989 de la Société TFE et de ses filiales ainsi que des augmentations de pourcentage de contrôle ultérieures, puis d'autres acquisitions successives. Lors de la transition aux IFRS, le Groupe a choisi de ne pas retraiter les regroupements d'entreprises antérieurs au 1^{er} janvier 2004.

Pour ces regroupements, les écarts d'acquisition correspondent aux montants comptabilisés selon le référentiel comptable antérieur du Groupe.

Les écarts d'acquisition sont ultérieurement évalués à leur coût diminué du cumul des dépréciations. Ils font l'objet d'un test de dépréciation annuel ou dès survenance d'un événement indicatif d'une perte de valeur.

2.3 Autres immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles autres que les écarts d'acquisition, sont principalement constituées de logiciels informatiques, créés de manière interne ou acquis. Ils figurent au bilan à leur coût d'acquisition ou de production. Ils sont amortis linéairement sur leur durée estimée d'utilisation qui actuellement n'excède pas cinq ans.

Les coûts de développement de nouveaux logiciels à usage interne ou destinés à être commercialisés, sont immobilisés à partir du jour où certaines conditions sont réunies, en particulier lorsque le logiciel est appelé à améliorer de manière significative l'exploitation et que le groupe dispose des ressources techniques et financières suffisantes pour le mener à bien et a l'intention de l'utiliser ou de le commercialiser.

2.4 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont principalement constituées par des entrepôts frigorifiques, des plates-formes, des véhicules de transport, des navires transbordeurs et des immeubles de bureau. S'agissant des immobilisations réévaluées antérieurement au 1er janvier 2004, date de transition aux normes IFRS, leurs valeurs réévaluées ont été présumées correspondre à leur coût d'acquisition à cette date.

Les amortissements sont déterminés de manière linéaire sur la durée d'utilité estimée des immobilisations corporelles. La base amortissable est leur coût, à l'exception des entrepôts et plates-formes construits en France, pour lesquels la base amortissable est égale à 90 % du coût. Lorsque certains éléments des constructions ont des durées d'utilité inférieures à la durée d'utilité de l'ensemble de la construction, ils sont amortis sur leur durée d'utilité propre. Les terrains ne sont pas amortis. Les durées d'utilité, estimées à compter de la livraison à neuf, sauf dans le cas de l'immeuble du siège social, sont les suivantes :

✦ Entrepôts et plates-formes	25 – 30 ans
✦ Extensions ultérieures	20 ans
✦ Immeuble du siège social :	40 ans à compter de 1996
✦ Matériel et installation de production :	10 ans
✦ Agencements et installations :	6 à 10 ans
✦ Matériel naval :	20 ans
✦ Matériel de transport :	5 à 9 ans
✦ Mobilier de bureau :	7 à 10 ans
✦ Matériel informatique :	3 à 5 ans

Les méthodes d'amortissement des immobilisations acquises lors de regroupement d'entreprises ont été maintenues lorsqu'elles correspondaient à celles indiquées ci-dessus et, alignées sur les règles du groupe lorsqu'elles en différaient de façon significative.

2.5 Actifs financiers non dérivés

Les actifs financiers comprennent les créances liées à l'exploitation, la trésorerie, les équivalents de trésorerie, les titres de participation classés comme disponibles à la vente, les prêts et les dépôts et cautionnements détenus jusqu'à leur échéance. Ils sont comptabilisés, initialement, à la juste valeur.

Les créances clients et les autres créances d'exploitation ayant des échéances courtes figurent à l'actif à leur valeur nominale qui est proche de leur juste valeur. En cas de défaillance des débiteurs, les créances clients font l'objet de dépréciation pour que leur montant net reflète les flux de trésorerie espérés.

Les prêts sans intérêt, consentis à des organismes dans le cadre de la contribution obligatoire des employeurs à l'effort de construction, sont enregistrés pour leur montant actualisé à la date du versement. La différence avec le montant versé est enregistrée en charge au moment du versement. Conformément à la méthode du coût amorti au taux d'intérêt effectif, des produits financiers sont enregistrés pendant la durée de ces prêts afin que leur montant au bilan soit porté à leur valeur de remboursement à l'échéance.

Les titres de participation classés comme disponibles à la vente sont évalués à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant directement comptabilisées en capitaux propres. Les titres dont la juste valeur ne peut être déterminée de manière sûre sont évalués à leur coût, diminué le cas échéant du cumul des dépréciations ultérieures. Celles-ci ne sont jamais reprises.

Les équivalents de trésorerie sont des investissements à court terme, très liquides, susceptibles d'être cédés rapidement et non susceptibles de subir des modifications de valeur sinon de très faible ampleur. Ces actifs figurent au bilan à leur juste valeur, les variations de juste valeur ultérieures étant portées en résultat.

2.6 Dépréciation des immobilisations

La norme IAS 36 prescrit de s'assurer que la valeur comptable des immobilisations incorporelles (y compris les écarts d'acquisition) et corporelles, n'excède pas leur valeur recouvrable.

Cette vérification a lieu systématiquement, une fois par an, pour les écarts d'acquisition, les éléments incorporels à durée de vie indéterminée et ceux en cours de développement. Elle est effectuée pour les autres immobilisations lorsqu'il existe un indice de perte de valeur.

La valeur recouvrable d'une immobilisation est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur, nette des frais de cession. La valeur d'utilité d'une immobilisation est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de son utilisation. Les immobilisations qui ne produisent pas des flux de trésorerie suffisamment autonomes sont regroupées en unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux plus petits groupes d'immobilisations produisant des flux de trésorerie autonomes. Les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui bénéficient des synergies des regroupements d'entreprises correspondants.

Les flux de trésorerie futurs attendus d'une immobilisation ou d'unité génératrice de trésorerie sont établis sur la base d'un plan d'affaires à 5 ans et d'une valeur terminale déterminée par capitalisation d'un flux normatif obtenu par extrapolation du dernier flux de l'horizon explicite du plan d'affaires, affecté d'un taux de croissance spécifique à l'activité concernée. Les flux ainsi obtenus sont actualisés à un taux déterminé, sur la base du coût moyen pondéré du capital du Groupe.

Une dépréciation est constatée si la valeur comptable d'une immobilisation ou d'une unité génératrice de trésorerie est supérieure à sa valeur recouvrable. Cette dépréciation est d'abord affectée à la réduction de la valeur comptable de tout écart d'acquisition attaché à l'unité génératrice de trésorerie puis à celle de la valeur comptable des autres actifs de l'unité. Une dépréciation constatée au titre d'un écart d'acquisition ne peut pas être reprise.

2.7 Stocks

Les principaux stocks sont constitués de carburants, de pièces détachées, d'emballages commerciaux et de matières consommables. Ils sont évalués à leur coût d'acquisition. Les stocks endommagés font l'objet de dépréciation, évaluée sur la base de leur valeur probable de réalisation.

2.8 Actifs non courant détenus en vue de la vente

Les actifs non courants (ou groupes d'actifs et de passifs détenus en vue de la vente), dont la valeur comptable sera recouvrée principalement par le biais d'une vente plutôt que par leur utilisation continue, sont classés au bilan comme actifs détenus en vue de la vente. A compter de leur classement sous cette rubrique, ils sont comptabilisés pour le montant le plus faible entre leur valeur comptable et leur juste valeur diminuée des coûts de la vente. Les immobilisations incorporelles amortissables et les immobilisations corporelles ne sont plus amorties à compter de leur classement en actifs détenus en vue de la vente.

2.9 Impôt sur les bénéfices

La charge (ou le produit) d'impôt sur les bénéfices comprend, d'une part, l'impôt exigible au titre de l'exercice, d'autre part, la charge ou le produit d'impôts différés. L'impôt est comptabilisé en résultat sauf s'il se rattache à des éléments qui sont comptabilisés directement en capitaux propres, auquel cas il est comptabilisé en capitaux propres.

Des impôts différés sont calculés par entité fiscale lorsqu'il existe des décalages temporaires entre les valeurs comptables des actifs et des passifs et leurs valeurs fiscales. Ils sont évalués en appliquant les taux d'impôt qui seront en vigueur au moment du dénouement des différences temporaires, sur la base de législations fiscales adoptées ou quasiment adoptées à la date de clôture.

Les actifs d'impôt différés ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable que les entités fiscales concernées disposeront de bénéfices imposables futurs sur lesquels ces actifs pourront s'imputer.

2.10 Indemnités de fin de carrière et médailles du travail

Avantages postérieurs à l'emploi

Les avantages post-emploi à prestations définies consentis par le groupe sont constitués par les indemnités de fin de carrière versées au moment du départ des salariés à la retraite et dont le montant est fonction de leur dernier salaire et de leur ancienneté. L'engagement correspondant est comptabilisé au passif, au fur et à mesure de l'acquisition des droits, en utilisant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées, appliquée à une estimation des salaires au moment du versement des indemnités. La juste valeur des fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance pour couvrir l'engagement est déduite du passif. Les écarts actuariels provenant des changements d'hypothèses ou des différences entre les prévisions et les montants versés ne sont pas immédiatement constatés en résultat et donnent lieu à un étalement selon la méthode dite du "corridor". Selon cette méthode, l'amortissement des écarts actuariels n'est déclenché que lorsque leur montant cumulé excède un seuil égal à 10 % de la dette actuarielle ou de la juste valeur des fonds cantonnés si celle-ci est supérieure. Il est déterminé linéairement sur la durée moyenne d'activité résiduelle des bénéficiaires du régime.

Autres avantages à long terme

Le groupe accompagne l'attribution des médailles du travail à ses salariés de gratifications qui sont comptabilisées, au fur et à mesure de l'acquisition des droits par les salariés, et évaluées selon les mêmes modalités que les indemnités de fin de carrière. Toutefois, les écarts actuariels qui en résultent sont immédiatement constatés en résultat.

Les engagements au titre des régimes d'indemnités de fin de carrière et des médailles du travail sont évalués par un actuaire indépendant.

2.11 Passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers comprennent les emprunts et dettes financières, les dettes engendrées par les opérations d'exploitation (fournisseurs et autres). Lors de leur comptabilisation initiale, ils sont évalués à leur juste valeur, net des coûts de transaction. Dans le cas des dettes d'exploitation, du fait de leurs échéances très courtes, leur juste valeur correspond à leur valeur nominale. Les passifs financiers sont ultérieurement évalués au coût amorti, selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

2.12 Instruments dérivés

Des instruments sont mis en place par le groupe pour gérer son exposition au risque de taux d'intérêt sur son endettement. Même lorsque l'objectif du groupe est de couvrir économiquement un risque, certains instruments dérivés ne remplissent pas les conditions imposées par la norme IAS 39 pour être qualifiés de couverture comptable. Dans ce cas, ces instruments sont comptabilisés à leur juste valeur au bilan et les ajustements de valeur qui en résultent au cours d'une période sont enregistrés en résultat.

Lorsqu'un dérivé a pu être qualifié d'instrument de couverture, la contrepartie de sa comptabilisation à la juste valeur au bilan est constituée :

- ✚ s'il s'agit d'une couverture de juste valeur (échange de flux d'intérêts fixes contre des flux variables), par l'inscription en résultat des ajustements de valeur, la dette couverte étant revalorisée symétriquement ;
- ✚ s'il s'agit d'une couverture de flux futurs de trésorerie (échange de flux d'intérêts variables contre des flux fixes), par le transfert en capitaux propres à titre transitoire des ajustements de valeurs pour la partie efficace de la couverture, ceux-ci étant par la suite imputés en résultat lors de la prise en charge des flux d'intérêts faisant l'objet de la couverture.

2.13 Provisions

Les provisions sont des dettes dont l'échéance ou le montant comporte un certain degré d'incertitude. Elles sont comptabilisées lorsque le groupe doit faire face à une obligation, actuelle, juridique ou implicite, résultant d'événements passés, que l'obligation peut être estimée de façon fiable et qu'il est probable qu'il en résultera une sortie de ressource représentative d'avantages économiques. Elles sont évaluées pour le montant le plus probable de décaissement à effectuer.

2.14 Actions propres

Le coût d'acquisition des actions STEF-TFE acquises par le groupe (actions propres) est présenté en déduction des capitaux propres. Les produits et les charges (plus ou moins value de cession, dividendes) engendrés par les actions propres sont directement comptabilisés en réserves.

2.15 Paiements en actions

Les options de souscription d'actions attribuées à certains dirigeants de la société STEF-TFE font l'objet d'une évaluation en juste valeur à la date d'attribution. Cette évaluation, non modifiée par la suite, est comptabilisée en charge linéairement au cours de la période nécessaire pour que l'attribution devienne définitive. Cette charge n'est révisée que si le nombre définitif d'attributaires est différent de celui qui avait été prévu lors de l'évaluation initiale de la charge.

La contrepartie de cette charge est constituée par des crédits dans les capitaux propres au poste réserves, de sorte que le montant global des capitaux propres n'est pas modifié.

2.16 Contrats de location

STEF-TFE utilise des contrats de location pour financer une partie de ses immobilisations corporelles, telles que des véhicules "porteurs" et des "semi-remorques", du matériel naval et de l'immobilier d'exploitation (entrepôts, plates-formes). Ces locations sont considérées comme des financements lorsqu'elles transfèrent au groupe l'essentiel des risques et des avantages procurés par les actifs loués; tel est notamment le cas lorsque les contrats donnent au Groupe la faculté de devenir propriétaire en fin de location dans des conditions suffisamment incitatives, à la date de signature des contrats, pour qu'il soit très probable que le Groupe exerce son option d'achat en fin de contrat.

Lorsqu'un contrat de location a les caractéristiques d'un financement, les immobilisations corporelles sont inscrites à l'actif pour un montant égal à leur juste valeur ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des loyers futurs minimaux; en contrepartie, une dette est comptabilisée au passif et se réduit au fur et à mesure du paiement des loyers, pour la part correspondant à l'amortissement de la dette.

En ce qui concerne l'immobilier d'exploitation (plates-formes et entrepôts), le groupe distingue deux types de contrats de location. Ceux conclus pour des immeubles intégrés aux réseaux du groupe, pour lesquels il estime assumer la quasi totalité des risques et bénéficier de la quasi-totalité des avantages et ceux conclus pour des immeubles spécialisés construits conformément aux spécifications d'un client unique. Les premiers sont inscrits à l'actif. Pour les seconds, le groupe considère que les risques sont partagés avec le client et qu'il n'existe aucune certitude qu'il exercera les options d'achat en fin de contrat en dehors du cas où il existe une réelle incitation financière à lever l'option. Il en résulte que les plates-formes ou entrepôts ne sont pas inscrits à l'actif du bilan et les contrats sont comptabilisés en tant que locations simples.

Les loyers dus au titre des locations simples sont pris en charge au cours des périodes au titre desquelles ils sont appelés. En cas de loyers dégressifs, STEF-TFE procède à leur étalement de manière linéaire sur la durée du contrat et constate les excédents de loyers, à l'actif, en charges constatées d'avance.

2.17 Conversion monétaire

Les créances et les dettes en monnaies étrangères sont converties au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les écarts de conversion correspondant sont enregistrés en résultat.

Les actifs et les passifs des filiales étrangères dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours du change en vigueur à la clôture de l'exercice. Les charges et les produits sont convertis au cours moyen de l'exercice qui, sauf fluctuations importantes des cours, est considéré comme approchant les cours en vigueur aux dates des transactions. Les écarts de conversion qui en résultent sont comptabilisés directement en capitaux propres.

2.18 Produits de l'activité

Les produits des activités ordinaires sont évalués à la juste valeur de la contrepartie à recevoir, nette des remises et rabais accordés. Ils sont enregistrés lorsque la recouvrabilité de la contrepartie est probable, et, lorsque le degré d'accomplissement des prestations et les coûts associés peuvent être mesurés de façon fiable, quel que soit le type d'activité concernée.

Les produits provenant des activités maritimes incluent les contributions de l'Office des Transports de Corse prévues au contrat de délégation de service public.

2.19 Information sectorielle

Un secteur est une composante distincte du Groupe qui est engagée dans la fourniture de prestations dans un environnement économique particulier et qui est exposée à des risques et une rentabilité différents de ceux des autres composantes. Le premier niveau d'information sectorielle du groupe est basé sur les secteurs d'activité.

2.20 Options en matière de présentation

Le Groupe a choisi de présenter, par nature, les charges opérationnelles au compte de résultat. Les « autres produits et charges opérationnels » comprennent les plus et moins-values sur cessions d'actifs non courants, les dépréciations d'actifs non courants ainsi que les produits et charges opérationnels de montants significatifs liés à des événements ou opérations inhabituels et qui sont de nature à altérer la comparabilité des exercices. Le résultat net de change est présenté en produits financiers (gain net) ou en autres charges financières (perte nette).

Au bilan, l'écart entre l'engagement au titre des indemnités de départ à la retraite et les fonds cantonnés auprès de compagnies d'assurance est présenté selon son sens, soit en passif non courant soit en actif courant. La charge de l'exercice est incluse dans les charges opérationnelles pour son montant total y compris la composante financière.

Les flux de trésorerie engendrés par l'activité sont présentés, selon la méthode indirecte, dans le tableau des flux de trésorerie.

2.21 Nouvelles normes et interprétations non applicables

De nouvelles normes, amendements de normes et interprétations ne sont pas encore en vigueur pour les exercices clôturant le 31 décembre 2006, et n'ont pas été appliqués pour la préparation des états financiers consolidés :

- ✦ IFRS 7 « Instruments financiers : informations à fournir » et l'amendement d'IAS 1 « Présentation des états financiers : informations à fournir sur le capital » imposent de fournir des informations plus étendues sur l'importance des instruments financiers, sur la situation et la performance financière d'une entité, et des informations qualitatives et quantitatives sur la nature et l'étendue des risques. IFRS 7 et IAS 1 amendé, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007 du Groupe, conduiront à des informations additionnelles plus approfondies sur les instruments financiers et le capital du groupe.

- ✚ IFRIC 7 « Modalités pratiques de retraitement des états financiers selon IAS 29, Information financière dans les économies «hyper inflationnistes». Cette interprétation dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007 du Groupe, n'aura pas d'impact.
- ✚ IFRIC 8 « Champ d'application d'IFRS 2, paiements fondés sur des actions » porte sur la comptabilisation des transactions dont le paiement est fondé sur des actions, pour lesquelles tout ou partie des biens ou services reçus ne sont pas spécifiquement identifiés. IFRIC 8 sera d'application obligatoire dans les états financiers 2007 du Groupe, de façon rétrospective. Le Groupe n'a pas encore déterminé l'impact potentiel de cette interprétation.
- ✚ IFRIC 9 « Réexamen des dérivés incorporés » impose à une entité de réexaminer si un dérivé incorporé devrait être séparé du contrat hôte sous-jacent en cas, uniquement, de modifications du contrat. IFRIC 9, dont l'application sera obligatoire dans les états financiers 2007 du Groupe, ne devrait pas avoir d'impact sur les états financiers consolidés.
- ✚ IFRIC 10 « Information financière intermédiaire et pertes de valeur » interdit de reprendre une perte de valeur comptabilisée au cours d'une période intérimaire antérieure au titre d'un goodwill, d'un placement dans un instrument de capitaux propres ou d'un actif financier évalué au coût. L'application d'IFRIC 10, qui sera d'application obligatoire dans les états financiers 2007 du Groupe, n'aura pas d'incidence sur les comptes semestriels publiés par le groupe en 2004, 2005 et 2006.

2.22 Indicateurs non comptables

Le Groupe présente dans ses états financiers les indicateurs de performance suivants :

EBITDA : cet indicateur est égal au bénéfice opérationnel avant dotations aux amortissements des immobilisations, dépréciations des immobilisations, dotations/(reprises) sur provisions et écarts d'acquisition négatifs

Endettement net : cet indicateur est égal au total des dettes financières courantes et non courantes, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie.

3 Périmètre de consolidation

3.1 Liste des sociétés comprises dans le périmètre

En application des règles énoncées au paragraphe 2.1 ci-dessus les sociétés suivantes sont comprises dans les états financiers consolidés :

<i>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT:</i>	<i>Pourcentage de contrôle</i>	
	31 déc. 2006	31 déc. 2005
Société STEF-TFE – SA (Mère)		
■ Agrostar SA	100 %	100 %
■ Atlantique Développement	100 %	100 %
■ Atlantique SA (Espagne)	100 %	100 %
■ Bordeaux Surgelés	100 %	100 %
■ Cie Générale Frigorifique	100 %	100 %
■ Chais de la Transat et sa filiale	100 %	100 %
- Magasin de Bord des Paquebots	98 %	98 %
■ Cryologic développement et ses filiales	100 %	-
- Cryologic SAS	100 %	-
- Bretagne Frigo	100 %	-
- Cryologic Services SAS	100 %	-
- Entrepôts Frigorifiques de Nord et de l'Est (E.F.N.E.)	100 %	-
- Entrepôts Frigorifiques de Normandie Loire (E.F.N.L.)	100 %	-
- Entrepôts Frigorifiques du Sud Ouest (E.F.S.O.)	100 %	-
- F.S.D. SAS	100 %	-
■ Entrepôts Frigorifiques du Léon (EFL)	57 %	57 %
■ Ile de France Surgelés	100 %	100 %
■ Immostef SA et ses filiales	100 %	100 %
- Frigaurice (co-détenue avec TFE)	51 %	51 %
- SNC Adour Cap de Gascogne	100 %	100 %
- SNC Agen Champs de Lasalle	100 %	100 %
- SNC Allonnes-Entrepôts	100 %	100 %
- SNC Atton Logistique	100 %	100 %
- SNC Bain de Bretagne	100 %	100 %
- SNC Bondoufle La Haie fleurie	100 %	100 %
- SNC Brignais-Charvolin	100 %	100 %
- SNC Burnhaupt les Mulhouse	100 %	100 %
- SNC Carros-La Manda	100 %	100 %
- SNC Cavaillon Le Castagné	100 %	100 %
- SNC Cergy Frais	100 %	100 %
- SNC Cergy Froid	100 %	100 %
- SNC Donzenac Entrepôts	100 %	100 %
- SNC Donzenac La Maleyrie	100 %	100 %
- SCI France Plateforme	100 %	100 %
- SNC Saint Herblain Chasseloire	100 %	100 %
- SNC La Pointe de Pessac	100 %	100 %
- SNC Les essarts Ste Florence	100 %	-
- SNC Louverné les Guichérons	100 %	100 %
- SNC Les Mares en Cotentin	100 %	100 %
- SNC Mâcon Est Replonges	100 %	100 %
- SNC Perpignan Canal Royal	100 %	-
- SNC Toussieu-Chabroud	100 %	100 %
- SNC Valence Pont des Anglais	100 %	-
■ Institut des Métiers du Froid (ex Immobilière de l'ouest Atlantique)	100 %	100 %
■ Nantes Atlantique Entrepôts (N.A.E.)	100 %	100 %
■ SCI Bruges Conteneurs	51 %	51 %

<i>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT (suite) :</i>	<i>Pourcentage de contrôle</i>	
	31 déc. 2006	31 déc. 2005
■ Sté des Glacières Frigorifiques de Saint-Nazaire (SGN) et sa filiale	96 %	96 %
- Loudéac Froid	96 %	96 %
■ S.L.D. Aix en Provence	100 %	100 %
■ SLD Allonnes	100 %	100 %
■ SLD Atton	100 %	100 %
■ SLD Bain de Bretagne	100 %	100 %
■ SLD Blanquefort	100 %	-
■ SLD Cergy	100 %	100 %
■ SLD Nord Paris	100 %	100 %
■ SLD Rouen (ex SLD Cronenbourg)	100 %	100 %
■ SLD Vénissieux (ex Distrifel Nord)	100 %	100 %
■ SLF Aurice	100 %	100 %
■ SLF Plessis Belleville	100 %	100 %
■ SLF Saint Genis	100 %	100 %
■ SLR Benelux	100 %	100 %
■ SLR France et sa filiale	100 %	100 %
- GIE STEF-TFE Géodis	50 %	50 %
■ SLS Pessac	100 %	100 %
■ SLS Cergy	100 %	100 %
■ SLS Saint Dizier	100 %	100 %
■ STEF Logistique Santé	100 %	-
■ STEF-TFE Services	100 %	100 %
■ Sté de Travaux Industriels et Maritimes d'Orbigny (STIM d'Orbigny) et ses filiales :	100 %	100 %
- Compagnie Méridionale de Participation (CMP) et sa filiale la Compagnie Méridionale de Navigation (CMN)	55 %	55 %
- Financière Immobilière et Maritime (FIM)	100 %	100 %
- Sata-Minfos	100 %	100 %
■ STEF TFE Transport (ex : TFE) et ses filiales :	100 %	100 %
- Albfroid	100 %	100 %
- Alpes Denrées	100 %	100 %
- Auvergne Denrées	100 %	100 %
- Bretanor	100 %	100 %
➤ BV Participation et ses filiales	100 %	100 %
- FA Berry Distribution	100 %	100 %
- FA BV Distribution	100 %	100 %
- SCI PPI	100 %	100 %
- SCI BV 18	100 %	100 %
- Canal Froid	100 %	100 %
- Déramé Vendée	80 %	80 %
- Dijon Logistique Froid	100 %	100 %
- Express Surgelés	100 %	100 %
- Frigaurice (co-détenue avec Immostef)	49 %	49 %
- Horizon Froid	100 %	100 %
- Lacroix Nord et sa filiale :	100 %	100 %
➤ SLD Lesquin	100 %	100 %
- Le Bras Froid	100 %	100 %
- Le Coz et Mahé	100 %	100 %
- Normandie Rapides (Transports Souchet)	100 %	100 %
- Maine Denrées et sa filiale	100 %	100 %
- SLD Le Mans	100 %	100 %
- Mélédo Anjou	100 %	100 %
- Mélédo Bretagne	100 %	100 %
- Provence Surgelés	100 %	100 %
- Rhône Alpes Surgelés	100 %	100 %
- S.A. J. Oertli	100 %	100 %

<i>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT (suite) :</i>	<i>Pourcentage de contrôle</i>	
	31 déc. 2006	31 déc. 2005
- SCI Immotrans 33	100 %	100 %
- SCI Vendargues Le Serpolet	100 %	100 %
➤ SDF Ibérica et ses filiales :	100 %	100 %
- SDF Galicia	100 %	100 %
- SDF Portugal	90 %	90 %
- SDF Pais Vasco	100 %	100 %
- SDF Los Olivos	100 %	100 %
- Immostef Alcalá	100 %	100 %
- Immostef Iberica	100 %	100 %
- Immostef Los Olivos	100 %	100 %
- Immostef Portugal	100 %	100 %
- Sté Gle d'Exploitation Logistique de Transport (Gelt Services)	100 %	100 %
- Sté Havraise de Manutentions Maritimes (SHMM)	-	100 %
- SLD Moulins les Metz	100 %	100 %
- SLD Neudorf	100 %	100 %
- SLD Toussieu	100 %	100 %
- SLF Caen	100 %	100 %
- SLF Givors	100 %	100 %
- SLF Tours	100 %	100 %
- SLS Saint Sever	100 %	100 %
- SLT Lyon	100 %	100 %
- SNC Berthet Dormont	100 %	100 %
- SCI des Vallions	100 %	100 %
- SNC Imm'O	100 %	100 %
- SNC Immotrans 49	100 %	100 %
- SNC Immotrans 56	100 %	100 %
- SNC Immotrans 69	100 %	100 %
- SNC de La Prairie	100 %	100 %
- SNC La Vesvraise	100 %	100 %
- Sopadi	100 %	100 %
- Stefover	100 %	100 %
- TFE AG (Bâle)	100 %	100 %
- TFE Alsace	100 %	100 %
- TFE Avignon	100 %	-
- TFE Bénélux	100 %	100 %
- TFE Bordeaux	100 %	-
- TFE Corrèze	100 %	100 %
- TFE Cote d'Azur	100 %	-
- TFE Eurofrischfracht Logistics	100 %	100 %
- TFE Intercontinental Ltd - Grande Bretagne	100 %	100 %
- TFE International Paris	100 %	100 %
- TFE International Vannes	100 %	100 %
- TFE Investissement	100 %	100 %
- TFE Guyenne Gascogne	100 %	100 %
- TFE Landes Pyrénées	100 %	100 %
- TFE Languedoc Roussillon	100 %	-
- TFE Limousin	100 %	100 %
- TFE Logistiek Nederland BV	100 %	100 %
- TFE Lorraine	100 %	100 %
- TFE Mâcon	100 %	-
- TFE Marseille	100 %	100 %
- TFE Mayenne	100 %	100 %
- TFE Midi Pyrénées	100 %	100 %
- TFE Niort Atlantique	100 %	100 %
- TFE Normandie	100 %	100 %
- TFE Nord Surgelés	100 %	-

<u>SOCIETES INTEGREES GLOBALEMENT (suite) :</u>	<u>Pourcentage de contrôle</u>	
	31 déc. 2006	31 déc. 2005
- TFE Paris Nord	100 %	100 %
- TFE Picardie	100 %	-
- TFE Rhône-Alpes	100 %	100 %
- TFE Reims	100 %	100 %
- TFE Rennes	100 %	-
- TFE Tours	100 %	100 %
- TFE Valence	100 %	100 %
- TFE Vannes	100 %	-
➤ Tradimar et ses filiales (absorbée en 2006 par STEF-TFE Transport) :	-	100 %
- Axe Information (absorbée par Agrostar en 2006)	-	100 %
- Etienne Logistique	100 %	100 %
- Logipesca	83 %	83 %
- Tradimar Bordeaux	100 %	100 %
- Tradimar Boulogne et ses filiales	100 %	100 %
- Seagull	100 %	100 %
- Tradimar international Ltd (ex Frigécosse)	100 %	100 %
- Tradimar Bretagne	100 %	100 %
- Tradimar Caen	100 %	100 %
- Tradimar Lyon	100 %	100 %
- Tradimar Milano (ex filiale de Tradimar Caen)	100 %	100 %
- Tradimar Sète	100 %	-
- Tradimar Strasbourg	100 %	100 %
- SCI Immotrans 35	100 %	100 %
- Transports et Logistique Distribution	100 %	100 %
- Transports Logistique de l'Est	100 %	100 %
- T.L.M.	100 %	100 %
- Transports Frigorifiques du Maine	100 %	100 %
- Transports Frigorifiques des Vosges	100 %	100 %
- Transport Seigeot	100 %	100 %

SOCIETES MISES EN EQUIVALENCE :Pourcentage de contrôleFiliales de STEF-TFE:

- Société des Gares Frigorifiques et Ports Francs (SGF)-(Genève)
- Société Brigantine de Navigation ⁽¹⁾

Filiales de STEF TFE TRANSPORT :

- Cavalieri Trasporti Spa (Italie)
- Froidcombi SA
- Messageries Laitières
- TFE DA (Italie)
- Transcosatal Finances
- Transports Ferret
- Transports Navarro
- Tomsa (ex filiale de Tradimar)
- Tomsa Madrid (ex filiale de Tradimar)
- Logirest (filiale de SDF Iberica)

Filiales de STIM d'Orbigny :

- Maintenance Arrêt Technique (MAT) ⁽¹⁾

	31 déc. 2006	31 déc. 2005
	28 %	28 %
	100 %	100 %
	33 %	33 %
	25 %	25 %
	40 %	40 %
	50 %	50 %
	34 %	34 %
	40 %	40 %
	49 %	49 %
	24 %	24 %
	24 %	24 %
	40 %	40 %
	100 %	100 %

(1) Société sans activité ou en cours de liquidation.

3.2 Changements intervenus en 2006

3.2.1 Acquisitions, créations, cessions

Le groupe a pris, au cours de l'exercice, les participations suivantes :

- ✚ Acquisition en janvier 2006 de 100% du capital de la société Cryologistic Développement, société mère du groupe Cryologistic (note 3.4)
- ✚ Acquisition de la société Transfrigo Sète qui a pris la dénomination de Tradimar Sète.

Création des 2 sociétés suivantes, détenues en totalité par STEF-TFE :

- ✚ SLD Blanqueort SAS
- ✚ STEF Logistique Santé SASU.

Création de la société TFE Nord Surgelés, détenue en totalité par STEF-TFE Transport

Les sociétés à vocation immobilière suivantes ont également été créées et sont détenues à 100% :

- ✚ SNC Perpignan Canal Royal
- ✚ SNC Valence Pont des Anglais
- ✚ SNC Les Essarts Sainte Florence

Le groupe n'a effectué aucune cession externe de participations en 2006.

3.2.2 Opérations internes

- ✚ La société Tradimar Milano a été cédée par Tradimar Caen à sa société mère Tradimar SAS.
- ✚ La société SLR Benelux a été cédée par SLR France à sa société mère STEF-TFE SA.
- ✚ La société TFE SAS a filialisé 8 de ses agences et créé ainsi les sociétés : TFE Macon, TFE Avignon, TFE Languedoc Roussillon, TFE Côte d'Azur, TFE Bordeaux, TFE Rennes, TFE Vannes, TFE Picardie. Toutes ces sociétés sont détenues à 100%
- ✚ La société TFE SAS a absorbé la société Tradimar SAS et a pris la dénomination de STEF-TFE Transport SAS
- ✚ Les sociétés suivantes ont également changé de dénomination sociale :
 Tradimar International devient TFE International PARIS, SLD Cronenbourg devient SLD Rouen, Immobilière de l'Ouest Atlantique devient Institut des Métiers du Froid, Distrifel Nord devient SLD Venissieux après avoir été cédée à STEF-TFE par Tradimar SAS.
- ✚ Les sociétés S.F.P.L. et SOFRIOR ont été absorbées par la société Cryologistic SAS.
- ✚ La société Axe Information a été absorbée par Agrostar après avoir été cédée par Tradimar SAS à cette dernière.
- ✚ Les sociétés Cryologis Logistique, Cryologis Packaging et SHMM ont été dissoutes. Elles n'avaient plus aucune activité.

3.3 Changements intervenus en 2005

3.3.1 Acquisitions, créations cessions

Le groupe avait pris, en 2005, les participations suivantes :

- ✚ 33% dans la société Cavalieri Trasporti Spa
- ✚ 40% dans la société Transports Fréret
- ✚ 6% supplémentaires dans la société Compagnie Méridionale de Participations (CMP). Cette acquisition lui permet de contrôler la majorité des droits de vote de la société C.M.P. et porte son pourcentage d'intérêt dans la Compagnie Méridionale de Navigation (C.M.N.) à 29,32% contre 26,12 % au 31 décembre 2004. Le groupe C.M.P. est consolidé par intégration globale depuis que les options sont devenues exerçables (1er mai 2004).
- ✚ 100 % de la société Nantes Atlantique Entrepôts.
- ✚ 64% supplémentaires dans la SCI des Vallions, portant sa part à 100%.
- ✚ 66% supplémentaires dans la société B.V. Participations, portant sa part à 100%
- ✚ 33% supplémentaires dans la société Chais de la Transat, portant sa part à 100%
- ✚ 20% supplémentaires dans la société Déramé Vendée, portant sa part à 80%

Les sociétés suivantes avaient été créées :

- ✚ SNC Saint Herblain Chasseloire, SNC Les Mares en Cotentin, SNC Bondoufle La Haie Fleurie, chacune pour porter une opération immobilière.
- ✚ SLF Aurice et SLS Saint Dizier pour l'exploitation d'entrepôts

L'activité Transport de la société Navarro avait été cédée à une nouvelle société (Transports Navarro) dont TFE détient 49%, consolidée par mise en équivalence.

3.3.2 Opérations internes

En 2005, STEF-TFE a absorbé sa filiale C.E.F.O.

La société TFE a absorbé ses filiales Union des Transports Frigorifiques (U.T.F.) et Financière du Golfe du Morbihan (F.G.M.). De ce fait, TFE détient désormais en direct les filiales précédemment détenues par U.T.F. et détient directement la totalité des titres de Tradimar dont 22% appartenaient à F.G.M.

La société C.G.F.I., détenue à 100% par STEF-TFE, a été cédée à TFE et a changé sa dénomination sociale en TFE Midi Pyrénées. Elle a repris l'activité du fonds de commerce de l'ancienne agence de TFE à Toulouse en location gérance.

La société SETAF, détenue à 100% par STEF-TFE, a été cédée à SDF Iberica et a changé sa dénomination sociale en SDF Los Olivos.

La société SLD Burnhaupt a été absorbée par la société Transports Seigeot

La filiale de Tradimar, Equinoxe, a été absorbée par la société Transports Mounier. Cette dernière a pris la dénomination sociale de Tradimar Bretagne.

3.4 Acquisition du groupe Cryologic

En janvier 2006, après avis favorable des autorités françaises de la concurrence, le Groupe a acquis, en numéraire, 100% du capital du groupe Cryologic, spécialisé dans la logistique des produits surgelés, et exploitant 38 entrepôts en France, pour un volume de stockage total d'environ 1.640.000 m³. Dans le cadre de cette acquisition, le groupe s'est engagé à céder cinq entrepôts, dont trois propriétés de Cryologic. Les actions entreprises par le Groupe au cours de l'exercice 2006 ont abouti à la conclusion au premier trimestre 2007 d'accords de cession (voir note 4.31).

Les incidences de l'acquisition du groupe Cryologic sur les actifs et passifs du groupe au 1^{er} janvier 2006 s'analysent comme suit :

Les acquisitions de filiales effectuées au cours de l'exercice ont eu les effets suivants sur le bilan et le compte de résultat :

en Milliers d'euros

Prix d'acquisition des titres	37 866
Frais d'acquisition	1 113
Coût total d'acquisition (A)	<u><u>38 979</u></u>
Actif net comptable acquis	21 005
Réévaluation nette de frais des actifs	40 276
Impôt différé lié à la réévaluation	- 13 693
Actif net acquis en juste valeur (B)	<u><u>47 588</u></u>
Ecart d'acquisition négatif (B) - (A)	<u><u>8 609</u></u>

L'évaluation à la juste valeur des actifs, passifs et passifs identifiables acquis a conduit à la réévaluation des seuls entrepôts (terrains, constructions et installations techniques).

La juste valeur des entrepôts conservés par le groupe a été estimée selon les modalités suivantes :

- ✦ terrains : ils ont été évalués par référence à la valeur de marché appréciée en fonction de leur emplacement et de leur disposition;
- ✦ constructions: en l'absence d'indications de marché pertinentes du fait du nombre très faible de transactions et de la nature très spécifique des biens concernés, elles ont été évaluées par référence au coût de construction à neuf pour des ensembles similaires, net d'amortissement pour tenir compte de l'âge des constructions ;
- ✦ installations frigorifiques (tunnels de congélation et surgélateurs) : elles ont été évaluées par référence au coût de remplacement à neuf pour des équipements de puissance comparable, net d'amortissement, pour tenir compte de la vétusté et de la technologie utilisée (nature des fluides réfrigérants mis en œuvre).

Les évaluations ont été effectuées par la direction technique du pôle Logistique du groupe et ont été comparées aux valeurs d'assurance ou aux valeurs d'experts externes obtenues pour certains entrepôts. Celles-ci n'ont pas été prises en compte en raison de leur caractère excessif ou du fait qu'elles s'inscrivent dans des fourchettes jugées trop larges.

Les trois entrepôts que le Groupe s'est engagé à céder, représentant un volume de stockage de 540.000 m³ environ, ont été évalués à la juste valeur nette des coûts de la vente, par référence aux prix de vente inscrits dans les protocoles de cession conclus début 2007. Ces entrepôts ont été classés en Actifs non courants détenus en vue de la vente.

La réévaluation en juste valeur des 38 entrepôts de Cryologistic est ainsi affectée (en milliers d'euros) :

✚ Terrains	10 532
✚ Constructions	16 692
✚ Installations autres	3 280
✚ Sites en vente	11 568
✚ Total	42 072

L'écart d'acquisition négatif constaté a, conformément à la norme IFRS3, été comptabilisé en résultat dans la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ». Il traduit les conditions favorables auxquelles le groupe Cryologistic a été acquis.

Les contributions du groupe Cryologistic au chiffre d'affaires et au bénéfice opérationnel du groupe, sur l'exercice 2006, se sont élevées respectivement à 77 971 milliers d'euros et 10 425 milliers d'euros. Ce dernier comporte, toutefois, des éléments non récurrents pour environ 3 millions d'euros.

4 Informations sur les comptes

4.1 Information sectorielle

L'information sectorielle consiste en une analyse des données consolidées par activités et par zone géographiques. L'information sectorielle, fournie ci-dessous, résulte de l'organisation du groupe et de son mode de « reporting » interne.

Les actifs, les passifs, les charges et les produits attribués aux secteurs sont des éléments directement rattachables aux secteurs ou provenant d'une affectation sur une base raisonnable d'éléments communs à plusieurs secteurs. Les principales activités du groupe sont les suivantes :

- ✚ le transport routier sous température contrôlée;
- ✚ la logistique, y compris l'entreposage frigorifique;
- ✚ les activités maritimes.

Les activités de négoce ont été regroupées au sein des métiers de rattachement.

Les prix pratiqués pour les prestations interactives sont des prix de marché.

Information par activités :

2006	Transport	Logistique	Maritime	Autres	Eliminations	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	1 057 162	565 962	82 552	12 684		1 718 360
Chiffre d'affaires inter-activités	437 950	55 186	194	29 227	- 522 558	-
Total du chiffre d'affaires des activités	1 495 113	621 148	82 746	41 911	- 522 558	1 718 360
Résultat opérationnel des activités	38 817	25 008	5 801	2 027		71 653
Charges financières nettes						- 13 241
Charges d'impôt sur les bénéfices						- 13 436
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence						555
Bénéfice net						45 531
Actifs des activités	762 791	355 016	126 130	73 596	- 149 020	1 168 513
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 168 513
<i>dont incorporel à durée indéterminée</i>	70 444	19 922	8 191	433		98 990
<i>dont actifs non courant détenus en vue de la vente</i>				32 170		32 170
<i>dont sociétés mises en équivalence</i>				15 462		15 462
Passifs des activités	365 802	247 283	18 841	59 248	- 149 020	542 154
Passifs non affectés						626 359
Total des passifs						1 168 513
Montant des amortissements et dépréciations comptabilisés au cours de l'exercice	24 189	35 490	11 190	2 137		73 006

2005	Transports	Logistique	Maritime	Autres	Eliminations	Données consolidées
Chiffre d'affaires externe	974 194	462 535	76 255	14 178		1 527 162
Chiffre d'affaires inter-activités	342 528	30 814			- 373 342	-
Total du chiffre d'affaires des activités	1 316 722	493 349	76 255	14 178	- 373 342	1 527 162
Résultat opérationnel des activités	43 660	15 765	5 248	- 2 273		62 400
Charges financières nettes						8 277
Charge d'impôt sur les bénéfices						- 13 819
Quote-part du résultat net des sociétés mises en équivalence						- 142
Bénéfice net						40 162
Actifs des activités	747 565	474 736	137 640	30 093	- 334 665	1 055 369
Actifs non affectés						-
Total des actifs						1 055 369
Passifs des activités	511 997	267 999	33 012	25 573	- 349 285	489 296
Passif non affectés						566 073
Total des passifs						1 055 369
Montant des amortissements et dépréciations comptabilisés au cours de l'exercice	22 769	16 718	12 295	1 518		53 300

Les actifs des activités sont constitués de la totalité des actifs du bilan. Les passifs non affectés sont les capitaux propres et les dettes financières. Ces dernières, dans la mesure où le financement du groupe est assuré par une structure centrale, ne peuvent être raisonnablement affectées.

Les activités regroupées sous le secteur « Autres » correspondent principalement aux activités de développement et de commercialisation de logiciels à usage du groupe ou de ses clients.

Information par zones géographiques :

	2006	France	Autres régions	Donnés consolidés
Chiffre d'affaires		1 377 044	341 316	1 718 360
Actifs des zones		987 183	181 330	1 168 513
	2005			
Chiffre d'affaires		1 196 274	330 888	1 527 162
Actifs des zones		838 386	202 363	1 040 749

4.2 Consommations en provenance des tiers

	2006	2 005
Achats Hors énergie	92 331	100 372
Achats de gazole et autres carburants	105 909	97 516
Achats d'autres énergies	26 898	16 442
Sous-traitance	447 197	375 062
Loyers et charges locatives	64 197	62 307
Entretien et maintenance	61 121	49 996
Personnels externes, rémunérations d'intermédiaires	89 656	75 840
Assurances	15 169	16 761
Services extérieurs	105 029	92 227
Autres	11 190	14 850
Total :	<u>1 018 697</u>	<u>901 373</u>

Le poste sous-traitance comprend principalement les charges d'affrètement et de traction liées aux activités de transports.

4.3 Charges de personnel

	2006	2 005
Salaires et rémunérations	376 141	343 707
Charges sociales	157 471	142 866
Charges nettes d'indemnités de départ à la retraite	1 119	1 334
Charge liée aux options des dirigeants	45	45
Participation des salariés (régime de la participation légale)	8 799	6 413
Total :	<u>543 575</u>	<u>494 365</u>

4.4 Dotations (reprises) nettes aux dépréciations et provisions

	2006	2 005
Dépréciation des stocks	78	(189)
Dépréciation des comptes clients	1 133	(663)
Dépréciation d'autres actifs financiers	(506)	(1 152)
Mouvements nets sur provisions	(4 279)	(527)
Total :	<u>(3 574)</u>	<u>(2 531)</u>

4.5 Autres produits et charges opérationnels

	2006	2 005
Plus-values de cession des immobilisations corporelles :		
Terrains et bâtiments (Zellik, Boë)		1 479
Terrains et bâtiments (Lesquin)	319	
Véhicules	2 711	2 861
Moins-values de cession d'immobilisations incorporelles		(370)
Ecart d'acquisition négatif de Cryologic	8 609	
Remboursements de TVA sur péages autoroutiers	9 302	
Provision pour dépréciation des logiciels OMS	(7 339)	
Autres produits (charges) opérationnels	(764)	(588)
Montant net	<u>12 838</u>	<u>3 382</u>

Tirant les conséquences de l'arrêt du Conseil d'état du 29 juin 2005, le Groupe a récupéré au cours de l'exercice 2006 la TVA qui avait grevé les péages autoroutiers français de 1996 à 2000.

La dépréciation constatée en 2006 sur les logiciels OMS est explicitée en note 4.10.

4.6 Charges financières nettes

	2006	2 005
Intérêts perçus et produits nets de cession d'actifs financiers	1 694	2 137
Dividendes perçus de participations	134	25
Profit de change net	124	109
Variation de juste valeur des instruments financiers	(293)	631
Produits financiers	<u>1 659</u>	<u>2 902</u>
Intérêts versés	13 512	11 158
Autres charges financières	1 388	21
Charges financières	<u>14 900</u>	<u>11 179</u>
Charges financières nettes	<u>(13 241)</u>	<u>(8 277)</u>

Les autres charges financières comprennent en 2006 une charge non récurrente de 1.388 milliers d'euros liée à la renégociation des termes de contrats de location financement en Espagne.

4.7 Charge d'impôt sur les bénéfices

Analyse de la charge d'impôt sur les bénéfices au compte de résultat :

	2006	2 005
Charge d'impôt courant		
- au titre de l'exercice	16 621	14 598
- au titre des exercices précédents	327	(388)
- autres effets d'impôts		(158)
Sous-total charge d'impôt courant	<u>16 948</u>	<u>14 052</u>
Charge d'impôt différé		
- liée aux différences temporaires	(3 769)	60
- liée à l'utilisation de reports déficitaires	257	(293)
Sous-total charge d'impôt différé	<u>(3 512)</u>	<u>(233)</u>
Total charge d'impôt sur les bénéfices	<u>13 436</u>	<u>13 819</u>

Analyse de la différence entre la charge théorique d'impôt calculée sur la base des taux d'imposition applicables à la société mère et la charge effective :

	2006	2 005
Bénéfice avant impôt	<u>58 412</u>	<u>54 123</u>
Ecart d'acquisition négatif Cryologicistic	8 609	
Bénéfices soumis à la taxe au tonnage (activités maritimes)	<u>7 563</u>	<u>5 534</u>
Bases soumises à l'impôt	<u>42 240</u>	<u>48 589</u>
Impôt théorique au taux de (impôt courant):	34,43%	34,43%
	14 543	16 729
Activation de déficits reportables	(206)	(293)
Différentiels de taux (sociétés non intégrées et étranger)	434	
Effet des impositions à taux réduits	(1 662)	(1 966)
Effets des ajustements d'exercices précédents	327	(493)
Autres effets d'impôt		(158)
Impôt effectif	<u>13 436</u>	<u>13 819</u>
Taux effectif d'impôt	23,00%	25,53%

4.8 EBITDA

	2006	2005
Bénéfice opérationnel	71 653	62 400
Dotations aux amortissements	65 667	53 300
Reprises nettes sur dépréciations et provisions	(3 574)	(2 531)
Ecart d'acquisition Cryologicistic	(8 609)	
Dépréciation logiciels OMS	7 339	
Total EBITDA	<u>132 476</u>	<u>113 169</u>

4.9 Ecarts d'acquisition

	<u>Valeur nette comptable</u>
Au 1er Janvier 2005	80 380
Acquisition de filiales	1 205
Cessions de filiales	(370)
Dépréciation de l'exercice	(653)
Au 31 décembre 2005	<u>80 562</u>
Acquisition de filiales	<u>1 722</u>
Au 31 décembre 2006	<u>82 284</u>

Les acquisitions en 2006 correspondent d'une part à des écarts d'acquisition de la filiale Tradimar Sète (668 K€) et d'augmentation de participation dans la filiale SGN (48 K€) et d'autre part à l'acquisition de fonds de commerce pour 1 006 K€.

Les dépréciations constatées en 2005 portent sur les écarts d'acquisition relatifs à l'activité de distribution de vins au détail. Elles figurent au compte de résultat dans les dotations aux amortissements et aux provisions.

Aucune dépréciation n'a été constatée en 2006.

Des tests de dépréciation ont été effectués à la clôture de l'exercice 2006 conformément à la méthodologie décrite en note 2.6. Pour ce besoin, les écarts d'acquisition sont affectés aux unités génératrices de trésorerie qui correspondent aux secteurs d'activité du groupe :

Les valeurs d'utilité des écarts d'acquisition, qui correspondent aux flux de trésorerie futurs actualisés, ont été déterminées sur la base des principales hypothèses suivantes :

	<u>Transport</u>	<u>Logistique</u>	<u>Maritime</u>
Taux d'actualisation	7,4%	7,4%	7,4%
Taux de croissance à long terme	2,3%	1,5%	3%

Le taux d'actualisation ressort d'une analyse entreprise sur le Groupe par une banque d'investissement. Il est basé sur la structure financière du Groupe (coût des fonds propres et coût de la dette) incluant les paramètres généralement admis (bêta, prime de risque du marché). Ce taux est présenté net d'impôt.

Les hypothèses utilisées en 2005 étaient de 7,8% pour le taux d'actualisation et de 2% pour le taux de croissance à long terme pour l'ensemble des unités génératrices de trésorerie.

La cession, en 2005, correspond au fonds de commerce transport de la filiale SLD Aix.

4.10 Immobilisations incorporelles

Valeurs brutes	Logiciels développés par le groupe	Autres logiciels	Autres immobilisations incorporelles	Total
Au 1er janvier 2005	23 652	16 108	382	40 142
Acquisitions	6 998	3 807	130	10 935
Cessions et mises au rebut		-	(138)	(138)
Au 31 décembre 2005	30 650	19 915	374	50 939
Acquisitions	6 002	3 123	50	9 175
Acquisition Cryologicistic		889		889
Cessions et mises au rebut		(1 718)	(4)	(1 722)
Au 31 décembre 2006	36 652	22 209	420	59 281
Amortissements et dépréciations				
Au 1er janvier 2005	7 131	8 920	8	16 059
Augmentations	3 096	3 502	366	6 964
Cessions et mises au rebut	-	(116)	-	(116)
Au 31 décembre 2005	10 227	12 306	374	22 907
Augmentations	7 381	7 411	46	14 838
Acquisition Cryologicistic		889		889
Cessions et mises au rebut		(533)		(533)
Au 31 décembre 2006	17 608	20 073	420	38 101
Valeur nette comptable au 31 décembre 2005	20 423	7 609	-	28 032
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	19 044	2 136	-	21 180

A la suite de la constatation de résultats négatifs persistants enregistrés sur un ensemble de logiciels développés par le groupe et destinés à la vente auprès des industriels de l'agro-alimentaire (OMS -outils décisionnels et de prises de commandes), le groupe a entrepris un réexamen de sa stratégie commerciale et a mis en œuvre un test de dépréciation. Celui-ci est basé sur des flux de trésorerie futurs attendus de la commercialisation de ces logiciels. Ceux-ci ont été actualisés avec le taux de 7,4% utilisé pour les tests de dépréciation relatifs aux écarts d'acquisition.

La comparaison des flux de trésorerie actualisés à la valeur comptable des actifs concernés a conduit STEF-TFE à constater une dépréciation de 7 381 milliers d'euros comptabilisée au compte de résultat à la rubrique « Autres produits et charges opérationnels ».

4.11 Immobilisations corporelles

	Terrains & Constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Valeurs brutes					
Au 1er janvier 2005	373 370	56 740	187 006	114 374	731 490
Acquisitions	54 346	6 255	-	37 280	97 881
Cessions et mises au rebut	(4 050)	(5 611)	-	(5 900)	(15 561)
Autres variations					-
Au 31 décembre 2005	423 666	57 384	187 006	145 754	813 810
Acquisitions	49 770	4 030	321	31 961	86 082
Acquisition Cryologicistic	125 487	248		100 788	226 523
Cessions et mises au rebut	(4 214)	(4 999)		(29 115)	(38 328)
Autres variations	(3 447)	857		(4 559)	(7 149)
Au 31 décembre 2006	591 262	57 520	187 327	244 829	1 080 938

	Terrains & Constructions	Matériel de transport	Navires	Autres	Total
Amortissements et dépréciations					
Au 1er janvier 2005	105 808	22 527	97 413	72 061	297 809
Augmentations	24 517	9 877	11 382	6 681	52 457
Cessions et mises au rebut	(4 021)	(5 173)	-	(4 883)	(14 077)
Au 31 décembre 2005	126 304	27 231	108 795	73 859	336 189
Augmentations	21 123	9 132	9 290	17 443	56 988
Acquisition Cryologicistic	68 852	235		81 345	150 432
Cessions et mises au rebut	(3 406)	(3 554)		(16 823)	(23 783)
Autres variations	(5)	228		(845)	(622)
Au 31 décembre 2006	212 868	33 272	118 085	154 979	519 204
Valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés	(27 501)			(3 900)	(31 401)
Valeur nette comptable au 31 décembre 2005	297 362	30 153	78 211	71 895	477 621
Valeur nette comptable au 31 décembre 2006	350 893	24 248	69 242	85 950	530 333

La rubrique « valeur nette comptable des actifs destinés à être cédés » concerne cinq entrepôts du groupe (dont trois d'origine Cryologicistic).

La valeur nette comptable des immobilisations utilisées par le groupe, par le biais de contrats de location financement, s'analyse comme suit :

	31-déc.-06	31-déc.-05
- Véhicules	19 547	25 553
- Navires	31 004	34 669
- Plateformes et entrepôts	156 742	156 297
Total :	207 293	216 519

Par ailleurs, le poste Terrains et Constructions inclut des immobilisations en cours pour un montant de 6 332 milliers d'euros (contre 12 098 au 31.12.2005).

Les commandes fermes d'immobilisations corporelles au 31.12.2006, non encore exécutées, s'élèvent à 19 296 milliers d'euros (contre 9 887 au 31.12.2005).

4.12 Actifs financiers non courants

	2006	2005
Participations évaluées au coût ou à la juste valeur si celle-ci est inférieure	268	710
Prêts versés dans le cadre de l'effort de construction	2 991	4 538
Dépôts	3 179	4 965
Autres	4 052	6 826
Total non courant	<u>10 490</u>	<u>17 039</u>

4.13 Participations mises en équivalence

Les sociétés dans lesquelles le groupe détient des participations mises en équivalence sont citées au paragraphe 3.1. Les données issues des états financiers des sociétés dont les actions sont mises en équivalence sont les suivantes :

2 006	part du groupe	Actif net de la société	valeur de mise en équivalence	Ecart d'acquisition	résultat net	résultat mis en équivalence	Observations
Société des Gares Frigorifiques	28,24%	2 709	765	76	14	4	
Brigantine de Navigation (1)	100,00%	370	370		7	7	
Transcosatal Finances	34,34%	6 963	2 391	68	399	137	
TFE D.A.	50,00%	1 254	627		218	109	
Froid Combi	25,50%	1 329	339		-	-	
Transports Navarro	49,00%	(1 102)	(540)		-	-	
Messageries Laitières	38,69%	3 089	1 195		535	207	
Cavalieri Trasporti spa	33,00%	9 936	3 279	4 489	373	123	
Transports Freret	40,00%	(150)	(60)	287	(143)	(57)	
SOFRICA	5,00%	-	-		-	-	
Tomsa	24,00%	3 738	897		688	164	
Tomsa Madrid	24,00%	367	88		46	11	
Logirest	40,00%	(253)	(101)		(375)	(150)	
MAT (1)	100,00%	(824)	(824)		-	-	
Total :						555	
2 005	part du groupe	Actif net de la société	valeur de mise en équivalence	Ecart d'acquisition	résultat net	résultat mis en équivalence	Observations
Société des Gares Frigorifiques	28,24%	2 876	812	76	304	86	
Brigantine de Navigation (1)	100,00%	377	377		5	5	
Transcosatal Finances	34,34%	6 563	2 254	68	300	103	
TFE D.A.	50,00%	1 037	519		335	168	
Froid Combi	25,50%	1 417	361		136	35	
Transports Navarro	49,00%	(1 102)	(540)		(1 602)	(785)	
Messageries Laitières	38,69%	3 272	1 266		883	342	
Cavalieri Trasporti spa	33,00%	9 566	3 157	4 489	501	55	(4 mois)
Transports Freret	40,00%	(50)	(20)	287	(132)	(53)	(5 mois)
BV Participation		-	-		(242)	(242)	(8 mois)
Tomsa	24,00%	3 653	877		1 067	256	
Tomsa Madrid	24,00%	319	77		42	10	
Logirest	40,00%	(501)	(200)		(300)	(120)	
MAT (1)	100,00%	(824)	(824)		(1)	(1)	
Total :						(142)	

(1) sociétés sans activité ou en cours de liquidation

4.14 Actifs et passifs d'impôt différé

Les principales natures ou origines d'impôt différé, ainsi que leur variation au cours de l'exercice sont les suivantes (après compensation des actifs et passifs au sein de chacune des entités fiscales concernées):

2006	1er janvier 2006	Variations au compte de résultat	Autres variations	31 décembre 2006
Actifs d'Impôts différés				
Reports déficitaires				
France	1 744	(123)		1 621
Etranger	134	(134)		-
Etalement de plus-values	930	(284)	135	781
	2 808	(541)	135	2 402
Passifs d'impôts différés				
Différences temporaires	4 798	(247)		4 551
Amortissements dérogatoires	(11 185)	3 899		(7 285)
Retraitement de durées d'amortissement	(5 842)	458		(5 384)
Retraitement de location-financement	(22 264)	(1 440)	592	(23 112)
Provisions sur société mise en équivalence	(207)	207		-
Amortissement de navires	(8 982)	1 661		(7 321)
Amortissement d'entrepôts	(2 554)	146		(2 408)
Impôt de fusion	(1 802)	361		(1 441)
Regroupement d'entreprises			(8 400)	(8 400)
Instruments financiers	1 513	101		1 614
Logiciels	(63)	63		-
Autres	1 634	(1 156)	175	653
	(44 954)	4 053	(7 633)	(48 534)
Impact net en résultat		3 512		

	1er janvier 2005	Variations au compte de résultat	Autres variations	31 décembre 2005
Actifs d'Impôts différés				
Reports déficitaires				
France	1 359	385		1 744
Etranger	226	(92)		134
Etalement de plus-values	1 562	(633)		929
Total actifs d'impôts différés	3 148	(340)		2 808
Passifs d'impôts différés				
Différences temporaires	4 337	461		4 798
Amortissements dérogatoires	(10 671)	(513)		(11 184)
Retraitement de durées d'amortissement	(5 766)	(76)		(5 842)
Retraitement de location-financement	(20 652)	(1 612)		(22 264)
Provisions sur société mise en équivalence	-	(207)		(207)
Amortissement de navires	(10 948)	1 966		(8 982)
Amortissement d'entrepôts	(2 400)	(154)		(2 554)
Impôt de fusion	(2 163)	361		(1 802)
Instruments financiers	1 792	(279)		1 513
Logiciels	(193)	130		(63)
Autres	640	496	498	1 634
		0		
Total passifs d'impôts différés	(46 025)	573	498	(44 954)
Impact net en résultat		233		

4.15 Stocks

	2006	2005
Pièces détachées, combustibles	8 108	8 230
Stocks d'en-cours	810	2 535
Produits finis		611
Marchandises	5 063	3 679
Total	<u>13 981</u>	<u>15 055</u>
Dépréciations	<u>(110)</u>	<u>(32)</u>
Stocks évalués à la valeur nette de réalisation	<u>13 871</u>	<u>15 023</u>

Les stocks de marchandises résultent des activités de négoce pour le compte de certaines enseignes de la restauration et maritimes.

4.16 Clients

	2006	2005
Montant brut des créances clients	287 982	300 400
Dépréciation	<u>(9 718)</u>	<u>(8 585)</u>
Net	<u>278 264</u>	<u>291 815</u>

Les dépréciations de créances clients constatées en résultat 2006 et 2005 sont mentionnées en note 4.4

4.17 Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2006	2005
Placements en Sicav	419	240
Sous-total équivalents de trésorerie	<u>419</u>	<u>240</u>
Soldes en banque	44 741	36 894
Caisses	102	95
Total trésorerie et équivalents de trésorerie	<u>45 262</u>	<u>37 229</u>

4.18 Capitaux propres

Le nombre d'actions composant le capital social est de 13 624 030 actions au 31 décembre 2006, il était de 13 538 460 actions au 31 décembre 2005.

L'exercice des options de souscription d'action en 2006 s'est déroulé comme suit :

- 30 452 options de la première tranche ont été exercées au prix de 9,83 euros par option, soit un montant de 299 343.16 euros.
- 54 315 options de la deuxième tranche ont été exercées au prix de 11.24 euros par option, soit un montant de 610 500.60 euros.
- 24 092 options de la troisième tranche ont été exercées au prix de 9,76 euros par option, soit un montant de 235 137.92 euros.

Au total, ce sont 108 859 options qui ont été exercées pour un montant représentant une augmentation de capital (prime d'émission comprise) de 1 144 981.68 euros. En 2005, 40 717 options avaient été exercées pour un montant représentant une augmentation de capital (prime d'émission comprise) de 1 672 067.79 euros.

Par ailleurs, 10 696 options d'achats d'actions de la première tranche ont été exercées pour un prix unitaire de 13,73 euros.

Dans le cadre des autorisations reçues, la société STEF-TFE a initié en 2006 un plan de rachat d'actions en vue de leur annulation. Ainsi 23 289 titres STEF-TFE ont été acquis à un prix unitaire moyen de 41 euros. Une réduction du capital s'en est suivie à raison de 23 289 actions de 1 euro, ramenant le capital à 13 624 030 euros.

La différence entre le prix d'achat des actions (954 933,26 euros) et leur valeur nominale (23 289 euros), soit 931 644,26 euros a été imputée sur la prime d'émission.

Le dividende proposé à l'assemblée générale ordinaire par le conseil d'administration réuni le 3 avril 2007 est de 0,85 euros par action. Ce dividende n'est pas comptabilisé dans les états financiers consolidés 2006 et constituera une dette de la société s'il est approuvé par l'assemblée générale des actionnaires.

4.19 Résultat par action

Le résultat non dilué par action est déterminé en divisant le bénéfice net attribuable aux actionnaires de STEF-TFE par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice.

Le nombre moyen pondéré d'actions en circulation est déterminé en tenant compte (i) des actions émises à la suite de l'exercice d'options de souscription par les bénéficiaires de ces options (ii) des actions propres acquises par le groupe qui sont déduites et (iii) des actions propres attribuées aux bénéficiaires d'options d'achat d'actions qui exercent leurs options d'achat. Au cours des années 2006 et 2005, les nombres moyens pondérés d'actions ont été respectivement de 13 394 715 actions et de 13 339 584 actions.

Les seuls instruments de capitaux propres émis par le groupe, à effet potentiellement dilutif, sont des options de souscription et d'achat d'action. Le calcul du résultat dilué par action est effectué sur la base d'un nombre d'actions majoré par l'effet de l'exercice de l'ensemble de ces options.

Le rapprochement entre les actions existant au début de l'exercice et le nombre moyen pondéré d'actions retenu dans les calculs des résultats par action est le suivant :

	2006	2005
Nombre d'actions de capital au 1er janvier	13 538 460	13 375 592
- émission d'actions à la suite d'options de souscription	108 859	162 868
- annulation d'actions à la suite de remboursement de capital	(23 289)	
Nombre d'actions de capital au 31 décembre (a)	<u>13 624 030</u>	<u>13 538 460</u>
Pondération des mouvements de l'exercice (b)	(42 317)	(6 472)
Nombre d'actions d'autocontrôle détenues au 1er janvier	192 404	195 840
- remise d'actions propres à la suite de l'exercice d'options d'achats d'actions	(10 696)	(3 436)
Nombre d'actions d'autocontrôle au 31 décembre (c)	<u>181 708</u>	<u>192 404</u>
Pondération des mouvements de l'exercice (d)	5 290	
Nombre d'actions au cours de l'exercice pour le calcul du résultat non dilué (a) + (b) - (c) - (d)	<u><u>13 394 715</u></u>	<u><u>13 339 584</u></u>
Nombre d'options de souscription d'actions	281 721	403 336
Pondération	(41 410)	(190 889)
Nombre moyen pondéré d'actions retenu pour le calcul du résultat par action dilué	<u><u>13 635 026</u></u>	<u><u>13 552 031</u></u>
Résultats par action en Euro :		
- Non dilué :	2,89	2,60
- Dilué :	2,84	2,56

4.20 Dettes financières

	2006	2005
Dettes financières non courantes		
Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à plus d'un an	130 888	114 773
Dettes liées à des locations financement	119 804	125 601
Dettes financières diverses		
Total des dettes non courantes	<u>250 692</u>	<u>240 374</u>
Dettes financières courantes		
Part à moins d'un an des:		
- Emprunts bancaires et tirages de lignes de crédit confirmées à moins d'un an	4 696	13 359
- Dettes liées à des locations financement	12 700	17 527
- Dettes financières diverses	9 341	6 684
Intérêts courus non échus	501	510
Découverts bancaires et crédits à court terme	67 131	44 719
Juste valeur des instruments financiers	534	
Total des dettes courantes	<u>94 903</u>	<u>82 799</u>
Total des dettes	<u>345 595</u>	<u>323 173</u>

L'exigibilité des dettes financières se présente, comme suit, au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005:

	2006	Total	Échéances		
			Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires		135 584	4 696	65 074	65 814
Location financement		132 504	12 700	41 382	78 422
Tirages sur lignes de crédit		21 500	21 500		
Découverts bancaires		45 631	45 631		
Dettes financières diverses		10 376	10 376		
		<u>345 595</u>	<u>94 903</u>	<u>106 456</u>	<u>144 236</u>
	2005	Total	Échéances		
			Moins d'un an	Plus d'un an et moins de cinq ans	Plus de cinq ans
Emprunts bancaires		128 132	13 359	75 480	39 293
Location financement		143 128	17 527	48 965	76 636
Tirages sur lignes de crédit		29 703	29 703		
Découverts bancaires		15 016	15 016		
Dettes financières diverses		7 194	7 194		
		<u>323 173</u>	<u>82 799</u>	<u>124 445</u>	<u>115 929</u>

Echéancier des paiements futurs minimaux à effectuer en vertu des contrats de location-financement :

2006	Principal	Intérêts	Loyers totaux
Partie courante	<u>12 700</u>	<u>2 247</u>	<u>14 947</u>
Au-delà d'un an et à moins de cinq ans	<u>41 382</u>	<u>4 504</u>	<u>45 886</u>
Au-delà de cinq ans	<u>78 422</u>	<u>1 952</u>	<u>80 374</u>
Partie non courante	<u>119 804</u>	<u>6 456</u>	<u>126 260</u>
2005	Principal	Intérêts	Loyers totaux
Partie courante	<u>17 527</u>	<u>4 907</u>	<u>22 434</u>
Au-delà d'un an et à moins de cinq ans	<u>48 965</u>	<u>12 952</u>	<u>61 917</u>
Au-delà de cinq ans	<u>76 636</u>	<u>11 870</u>	<u>88 506</u>
Partie non courante	<u>125 601</u>	<u>24 822</u>	<u>150 423</u>

4.21 Avantages au personnel

Les montants nets comptabilisés au bilan s'analysent comme suit :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Indemnités de départ à la retraite	741	551
- Dont sociétés couvertes par une assurance (actif net)	524	(389)
- Autres sociétés (hors contrat de couverture)	217	940
Médailles du travail	5 698	5 236
Total	<u>6 439</u>	<u>5 787</u>

Informations relatives aux engagements en matière d'indemnités de départ à la retraite :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Dette actuarielle (dette n'ayant pas fait l'objet d'une couverture d'assurance)	217	940
Dette actuarielle (dette ayant fait l'objet d'une couverture d'assurance)	25 544	19 059
Juste valeur des fonds cantonnés auprès des compagnies d'assurance	(22 427)	(17 625)
Montant net	3 334	2 374
Ecarts actuariels différés	2 593	1 823
Montant net comptabilisé au bilan	<u>741</u>	<u>551</u>

Variation des montants nets comptabilisés au bilan :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Montant au 1 ^{er} janvier	551	(391)
Charge de l'exercice (voir ci-dessous)	1 119	1 334
Evolution de périmètre (Cryologicistic)	2 759	0
Prime versée au Fonds Collectif	(3 000)	0
Prestations payées	(689)	(392)
Montant au 31 décembre	<u>741</u>	<u>551</u>

Détail de la charge de l'exercice

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Droits acquis au cours de l'exercice	1 201	1 405
Coût financier lié à la désactualisation de la dette actuarielle	812	728
Rendement prévu des fonds cantonnés	(894)	(799)
Charge de l'exercice	<u>1 119</u>	<u>1 334</u>

La charge de l'exercice a été comptabilisée en charges opérationnelles. Le rendement réel des fonds cantonnés en 2005 a été de 893 milliers d'euros pour une estimation comptabilisée de 799 milliers d'euros. L'estimation, pour 2006, est de 894 milliers d'euros.

Les principales hypothèses retenues pour évaluer la dette actuarielle, au titre des indemnités de départ à la retraite, sont les suivantes :

	31 décembre 2006	31 décembre 2005
Taux d'actualisation	4 %	4 %
Taux prévu d'augmentation des salaires	3 ou 3,5 %	3 ou 3,5 %
Taux de rendement attendu des fonds cantonnés	4,82 %	4,75 %
Age de départ à la retraite	De 56 à 61 ans	De 56 à 61 ans
Table de mortalité	TV 2000	TV 2000

L'âge de départ en retraite dépend de la qualification des salariés et des secteurs d'activité au sein desquels ils sont employés. Il est, par ailleurs, retenu comme hypothèse que les salariés quittent le groupe sur la base d'une demande de départ volontaire et que les indemnités qui leur sont versées sont assujetties à charges sociales.

Un test de sensibilité a été effectué avec un taux d'actualisation de 4.25%. Il conduit à une diminution de l'engagement de 2.6%.

4.22 Provisions

	Avantages au personnel	Litiges	Autres	Total
au 1er janvier 2006	6 176	5 391	10 023	21 590
Entrée de périmètre	3 006	2 859	6 443	12 308
Dotations	683	8 373	2 121	11 177
Reprises				
- Provisions utilisées	3 222	6 293	6 156	15 671
- Provisions non utilisées		1 023	116	1 139
Au 31 décembre 2006	6 643	9 307	12 315	28 265
Non courantes	6 643	826	5 120	12 589
Courantes	-	8 481	7 195	15 676
	6 643	9 307	12 315	28 265

La provision pour litiges couvre les coûts engendrés par les avaries intervenues pendant les prestations de transport, de manutention ou d'entreposage. Elle est déterminée par référence à l'expérience acquise par le groupe.

Les autres provisions comprennent, notamment au 31 décembre 2006, la valeur de mises en équivalence de sociétés dont les capitaux propres sont négatifs pour 1 527 milliers d'euros et la prise en compte de risque dans des contentieux divers.

4.23 Options sur actions

Des options donnant droit à la souscription ou à l'achat d'action ont été accordées aux dirigeants et à certains cadres du groupe depuis 1998. Leur acquisition définitive suppose que les bénéficiaires restent en fonction pendant au moins 5 ans à compter de la date d'attribution.

Date d'attribution	Nombre d'options	Prix d'exercice en euros	Durée de vie des options à compter de la date d'attribution
15-déc-98	200 000	9,83	8 ans
15-déc-99	199 988	11,24	8 ans
13-déc-00	114 348	9,76	8 ans
12-déc-01	144 344	13,73	8 ans
10-déc-03	54 548	16,28	8 ans
	713 228	11,5	

Evolution du nombre d'options en circulation :

	2006		2005	
	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré	Nombre	Prix d'exercice moyen pondéré
Nombre d'options existantes en début de période	403 336		573 076	
Options exercées pendant la période	119 555	10,81 €	166 304	10,34 €
Options accordées pendant la période			-	
Options devenues caduques	2 060		3 436	
Nombre d'options existantes en fin de période	<u>281 721</u>		<u>403 336</u>	
Options exerçables en fin de période	<u>229 233</u>		<u>217 360</u>	

Conformément à l'option retenue par le groupe lors de la transition aux IFRS, les plans attribués antérieurement au 7 novembre 2002 n'ont pas été comptabilisés selon la norme IFRS 2. Le seul plan concerné du 10 décembre 2003, se traduit comme suit :

Juste valeur des options attribuées	
Cours de l'action	67,20
Prix d'exercice	65,11
Volatilité prévue	26,55 %
Durée de vie de l'option	5 ans
Dividendes prévus	3,03 %
Taux d'intérêt sans risque	3,89 %

La charge comptabilisée en résultat en 2006 et 2005 au titre de ce plan s'est élevée à 45 milliers d'euros (voir note 4.3).

4.24 Risques financiers

Risque de crédit

Aucun client n'a une taille suffisamment importante pour que sa défaillance financière puisse avoir un effet significatif sur la situation de groupe.

Pour les clients d'une certaine taille, le groupe obtient des renseignements. Il utilise par ailleurs des assurances crédit.

Les placements financiers de courte durée sont effectués par le groupe auprès d'établissements non susceptibles d'être défaillants. Il en va de même des contreparties aux instruments financiers dérivés mis en place par le groupe.

Risque de taux

Ainsi que l'indique le tableau ci-dessous, l'endettement financier du Groupe est essentiellement à taux variable, qu'il s'agisse des tirages à court terme sur lignes confirmées à long terme ou de l'endettement en crédit-bail, qui constitue le mode habituel de financement des immobilisations.

Les dettes financières non courantes ont des structures de taux suivantes :

	2006	2005
Emprunts bancaires		
- taux fixe		
- taux variable	130 888	114 773
Tirages de lignes de crédit confirmées		
- taux variable		
Dettes liées à des locations financement		
- taux fixe	28 114	38 803
- taux variable	91 690	86 798
Dettes financières diverses		
- taux fixe		
- taux variable		
Dettes financières non courantes	<u>250 692</u>	<u>240 374</u>

Pour se couvrir du risque de taux, le groupe met en place des instruments dérivés de taux qui peuvent être des swaps, des options ou des combinaisons des deux instruments précités. Ces instruments ne sont pas, en règle générale, adossés à des dettes financières précises.

Au 31 décembre 2006, le groupe disposait de cinq instruments dont les principales caractéristiques étaient les suivantes :

Type d'instrument	Nature	sens	Pays	Notionnel	Taux	Échéance	Juste valeur au 31 décembre
2006							
CAP	Achat		France	100 000	Euribor 3 mois - 2,65%	01/03/2007	242
SWAP	Emprunteur	reçoit taux fixe	France	100 000	Euribor 3 mois -2,50%	01/03/2007	-625
SWAP	Emprunteur	reçoit taux fixe	Espagne	25 000	Euribor 6 mois -3,82%	27/07/2009	96
SWAP	Emprunteur	reçoit taux fixe	Espagne	5 000	Euribor 12 mois -3,60%	15/12/2010	-11
SWAP	Emprunteur	reçoit taux fixe	Espagne	6 000	Euribor 12 mois - 2,75%	12/01/2011	-238
2005							
SWAP	Emprunteur	reçoit taux fixe	France	20 000	3,28%	18/12/2006	-103
SWAP	Emprunteur	reçoit taux fixe	France	20 000	3,54%	18/12/2006	-150

Risque de liquidité

Les lignes de crédit confirmées à plus d'un an, non utilisées au 31 décembre 2006, totalisent 48 200 milliers d'euros (44 825 milliers d'euros au 31 décembre 2005). Les lignes de crédit confirmées à court terme et les découverts non utilisés accordés par les banques s'élèvent à 28 558 milliers d'euros au 31 décembre 2006 (40 931 milliers d'euros au 31 décembre 2005).

Risque de change

L'essentiel de l'activité du groupe se situe dans la zone euro. STEF-TFE dispose d'activités marginales au Royaume Uni et en Suisse, autonomes au plan financier. Il n'en résulte aucun risque de change particulier pour le groupe.

Par ailleurs, les dettes financières du groupe sont intégralement libellées en euros ou dans la monnaie fonctionnelle des filiales qui les portent de sorte que le groupe n'a pas d'exposition au risque de variation des taux de change à raison de son endettement.

Juste valeur des instruments financiers non dérivés :

La juste valeur des instruments financiers non courants non dérivés est sensiblement égale à leur valeur comptable.

4.25 Engagements divers

A l'occasion de l'acquisition, en 2005, d'une participation minoritaire dans le groupe italien de transport Cavalieri, la filiale STEF-TFE Transport a accordé une promesse d'achat portant sur 37 % du capital de ce groupe, pour un prix basé sur le prix de l'acquisition initiale. Cette option a pris effet le 31 décembre 2005 et viendra à expiration le 31 décembre 2007. Simultanément, STEF-TFE Transport a obtenu une option de vente, de la part des actionnaires majoritaires, de 18 % du capital de Cavalieri, à effet du 1er juin 2007 jusqu'au 31 décembre 2007, dans les mêmes conditions de prix. Une seconde série d'options a été souscrite, portant sur l'achat par STEF-TFE Transport de l'intégralité du capital restant de Cavalieri à effet du 1er janvier 2008 jusqu'au 31 décembre 2010. Les actionnaires majoritaires du groupe Cavalieri ont, réciproquement, souscrit un engagement de vente, de même nature, pendant la même durée.

4.26 Engagements hors bilan

Les garanties et cautions données par STEF-TFE au titre de contrats de financement de véhicules s'élèvent à 5 595 milliers d'euros au 31 décembre 2006. La filiale STEF-TFE Transport a accordé une garantie hypothécaire de 2.620 milliers d'euros au 31 décembre 2006 pour un contrat de financement immobilier.

4.27 Locations simples

Les loyers comptabilisés en charge au titre de baux qualifiés, au plan comptable, de locations simples se sont élevés, en 2006, à 23 314 milliers d'euros (23 315 milliers d'euros en 2005).

4.28 Opérations avec des parties liées

Les parties liées par rapport à STEF-TFE sont les participations mises en équivalence, ses administrateurs et ses dirigeants. Sont également dans cette position les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants ainsi que le fonds commun de placement des salariés qui, en agissant de concert, contrôlent 56 % des droits de vote à l'assemblée de STEF-TFE.

Les rémunérations et autres avantages versés aux administrateurs et aux mandataires sociaux ont été les suivantes, en euros :

	2006	2005
Traitements et salaires	1 227 713	909 556
Jetons de présence	45 000	45 000
Charge liée aux avantages post-emploi à prestations définies	-	-
Charge liée aux options sur actions	45 000	45 000
Total	<u>1 317 713</u>	<u>999 556</u>

Les soldes et transactions avec les participations mises en équivalence s'analysent comme suit :

	Soldes au 31 décembre 2006				Transactions de l'exercice	
	Clients	Fournisseurs	Avances	Compte-courant	Ventes de biens ou de services	Achats de biens ou de services
Société des Gares Frigorifiques	25	-	-	-	-	-
Brigantine de Navigation	-	-	-	(413)	-	-
Transcosatal Finances	70	(27)	-	-	851	(636)
TFE D.A.	401	(72)	-	-	1 237	(311)
Froid Combi	-	-	-	-	-	-
Transports Navarro	192	(13)	-	(202)	615	(667)
Messageries Laitières	2 485	(28)	-	1 687	-	(309)
Cavalieri Trasporti spa	-	(11)	2 500	-	-	(112)
Transports Freret	57	(31)	-	40	384	(378)
Tomsa & Tomsa Madrid	12	(20)	-	-	84	(418)
Logirest	235	(2)	-	-	1 223	(23)
MAT (1)	-	-	833	-	-	-

Toutes les transactions effectuées avec les parties liées sont facturées aux conditions normales du marché.

Aucune transaction n'est intervenue, en 2006 et 2005, entre le Groupe d'une part et les structures d'actionariat de cadres et de dirigeants et le fonds commun de placement des salariés d'autre part.

4.29 Passifs potentiels et actifs potentiels

Passifs potentiels

Dans le cadre normal de ses activités, le Groupe peut être défendeur dans des litiges et contentieux. Il comptabilise une provision à chaque fois qu'il estime probable un dénouement défavorable devant se traduire par une sortie de ressources dont le montant peut être estimé de manière fiable. Au 31 décembre 2006 et au 31 décembre 2005, il n'existait aucun litige ou contentieux pour lequel aucune provision n'a été comptabilisée et susceptible d'avoir des incidences significatives sur la situation financière du groupe et ses résultats.

Actifs potentiels

Les intérêts moratoires susceptibles d'être encaissés par le groupe dans le cadre de la récupération de la TVA sur les péages autoroutiers sont comptabilisés au fur et à mesure de leur encaissement.

4.30 Contrat de délégation de service public

L'activité maritime de STEF-TFE est essentiellement exercée par sa filiale la Compagnie Méridionale de Navigation (CMN) qui assure la desserte de la Corse en vertu d'un contrat de délégation de service public conclu avec l'Office des Transports de Corse. Ce contrat est venu à échéance le 31 décembre 2006. La CMN a postulé, en 2006, pour obtenir le nouveau contrat de délégation qui aurait dû prendre effet le 1^{er} janvier 2007. L'appel d'offre relatif à ce contrat n'a pu être considéré comme fructueux et son échéance a été repoussée. Le contrat actuellement en vigueur, prorogé jusqu'au 30 avril 2007, autorise la CMN à assurer l'exploitation de trois cargos mixtes rouliers dans le cadre de la continuité territoriale.

4.31 Evénements postérieurs à la clôture

Cession de cinq entrepôts frigorifiques

Conformément aux engagements pris vis-à-vis des autorités de la concurrence en France, dans le cadre de l'acquisition du groupe Cryologic, le Groupe a finalisé au premier trimestre 2007 la cession de cinq fonds de commerce dont deux localisés en Bretagne et trois en Ile de France

Les fonds de commerce attachés aux sites bretons seront repris par un acteur dans l'entreposage frigorifique et les produits laitiers, tandis que ceux attachés aux sites d'Ile de France seront repris par deux opérateurs historiques de la logistique frigorifique. Les biens immobiliers correspondants font partie intégrante des accords signés avec les repreneurs et leur cession sera réalisée selon un calendrier échelonné dans le temps.

Délégation de service public

En février 2007, la CMN et la SNCM, après signature d'un nouvel accord commercial, ont présenté une offre commune mais non solidaire reprenant dans ses grandes lignes les conditions actuelles de desserte maritime de la Corse. Début avril 2007, le Conseil exécutif corse a choisi de retenir l'offre commune CMN-SNCM. L'Assemblée territoriale corse doit se prononcer prochainement sur ce choix.

Par ailleurs, dans un conflit portant sur le contrôle de la CMN, qui l'opposait à la SNCM, la Cour d'appel a rendu un jugement favorable au Groupe. La SNCM s'est pourvue en cassation contre l'arrêt de la Cour d'appel.